

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 205

MONTREAL, LE MARDI 6 SEPTEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Le FFM nouveau Ou comment se repositionner dans le nouvel échiquier des festivals de cinéma

Il y avait foule au Festival des films du monde clôturé hier soir. Des salles pleines, des projections à guichets fermés, des queues à n'en plus finir, même pour des petits films sans intérêt. Et le mérite n'en revenait pas à une programmation hors pair. Le niveau de la compétition était plutôt bas en 1994, et le cru global dans la moyenne inférieure. Il fallait chercher ailleurs les causes de cet engouement, dans la fraîcheur de la température qui aspirait les gens hors des terrasses, dans la morosité d'une campagne électorale si terne et prévisible, dans le besoin frénétique de s'amuser, de se côtoyer dans les salles obscures, même quand le film est tragique et que les snipers de Sarajevo massacrent les civils à travers le bouleversant *Bosna* de BHL.

Montréal aime ses festivals de cinéma. Il fallait voir ces derniers jours le public applaudir à tout rompre au moindre gag qui fusait à l'écran, il fallait voir, congelés mais ravis, les gens se masser devant les projections extérieures de *Woodstock* ou du concert filmé des *Leningrad Cowboys* à Place des Arts pour sentir la pulsation du besoin de la fête, la soif d'étourdissement. Même les conférences de presse publiques étaient courues. Si le FFM poussait davantage sur le clou de l'animation, s'il sortait ses quartiers généraux du soporifique hôtel *Méridien*, s'il dressait des chapiteaux extérieurs, si si si. Mais déjà ce 18e FFM a tiré des salutaires leçons du rendez-vous d'été de Chamberlan qui avait misé sur la fête et courtisé les jeunes.

Un festival de cinéma ne peut se comprendre, se définir que par les autres festivals de cinéma à côté. Le public ne voit que les films. Mais dans les coulisses des programmations se joue une concurrence féroce, souvent déloyale, faite de crocs en jambes, de lobbyings éperdus, de victoires arrachées à la force du poignet, de défaites cuisantes. Les bons films sont les enjeux de chaudes batailles. Le touchant *Petits arrangements avec les morts* de Pascale Ferran, au programme du dernier festival Chamberlan échappait au Nouveau Cinéma au profit du FFM. A la suite de quelles tractations? Allez savoir...

Le festival de Montréal finissait hier et celui de Toronto commence jeudi, avec un inévitable chevauchement de films, mais aussi des primeurs d'un côté comme de l'autre. Le dernier Robert Morin est à Toronto, tandis qu'André Forcier, Micheline Lanctôt lançaient leurs films à Montréal. Chaque année, la lutte entre les villes s'intensifie.

Côté stars et grande visite, Toronto a les as dans son jeu. Les cinéastes Nikita Mikhalkov et Nanni Moretti, primés à Cannes, seront dans la métropole ontarienne. Ni l'un ni l'autre ne se sont déplacés pour Montréal, même si leurs films y étaient aussi. Longtemps, le FFM fut le pôle d'attraction pour les grands noms du cinéma. Au fil des ans, Toronto a grugé du terrain. L'accueil est meilleur là-bas, l'encadrement plus chaleureux. Sans parler des facteurs socioculturels qui servent la cause torontoise. Parce que la Ville-Reine est une porte sur les États-Unis, les Majors américains s'y ruent, entraînant les Européens américanophiles à leur suite.

Mais cette année, l'échiquier des festivals a bougé et le FFM en profite pour se repositionner, en essayant de gagner du terrain sur les rivaux. Un nouveau directeur est à la tête du festival de Toronto, ce qui peut modifier la dynamique de l'événement. Sur la scène montréalaise, le Festival du Nouveau Cinéma a changé de saison, passant de l'automne à l'été. Il est déchiré par le divorce des deux directeurs du rendez-vous, qui se battent en cour, et s'arrachent les appuis internationaux. Claude Chamberlan faisait en juin la preuve que les projections extérieures gratuites et musicales étaient une formule gagnante. En août, Serge Losique les récupérait illico pour le compte du FFM.

Pour l'heure, à l'étranger, Montréal donne le spectacle d'une ville divisée que les directeurs et ex-directeurs de festivals tirent à hue et à dia, en s'entredéchirant. Peut-être qu'au-delà des querelles internes, faudrait-il, après s'être délimités un territoire, que les directeurs de festivals s'unissent pour vendre Montréal. Ici, on a un public intéressé, qui en redemande. Depuis le temps que deux importants rendez-vous internationaux de cinéma se partagent le gâteau, on a la preuve qu'une cohabitation est possible. Mais avec Toronto qui pète de santé de son côté et l'éternelle concurrence des grands festivals que sont Berlin, Cannes et Venise, le danger, c'est que Montréal, croulant sous les divisions, perde de plus en plus de crédibilité sur la scène internationale, et que les vrais bons films, dans un festival comme dans l'autre, ne s'arrêtent plus chez nous.

INDEX MÉTÉO

Agenda.....B6	Montréal
Avis publics.....B4	Nuageux avec éclaircies.
Classées.....B7	Max: 18
Culture.....B8	Québec
Économie.....B2	Nuageux avec 70 % de probabilité d'averses en fin de journée.
Éditorial.....A6	Max: 17
Le monde.....A5	Détails en B4
Mots croisés.....B7	
Les sports.....B5	

L'ENTREVUE

Edmund Alleyn: peintre critique sur tous les tableaux

PAGE B 1



LE MONDE

La sécurité du pape n'est pas assurée à Sarajevo

PAGE A 5

CULTURE

Once Were Warriors triomphe au FFM

PAGE B 8



Sondage Sondagem-LE DEVOIR-TVA-The Globe and Mail

Les Québécois ont un petit faible pour la social-démocratie

Oui à un plus grand rôle de l'État... et à quelques privatisations

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Divisés sur la question constitutionnelle, les Québécois le sont aussi clairement sur le rôle même que doit jouer l'État et cette vision aura une influence sur leur vote. Fin du règne néo-libéral ou retour de l'État social-démocrate? Point de consensus au sein de la population dont le cœur balance entre les deux.

Si une faible majorité de Québécois estime que l'État n'est pas assez présent (38%), une nette majorité serait prête à ce que le gouvernement se déleste de grosses sociétés d'État comme la Société des alcools du Québec ou Radio-Québec. Et malgré leur petit faible pour la social-

démocratie, les Québécois avouent qu'ils préféreraient que l'État réduise les services pour venir à bout du déficit, plutôt que d'augmenter les impôts.

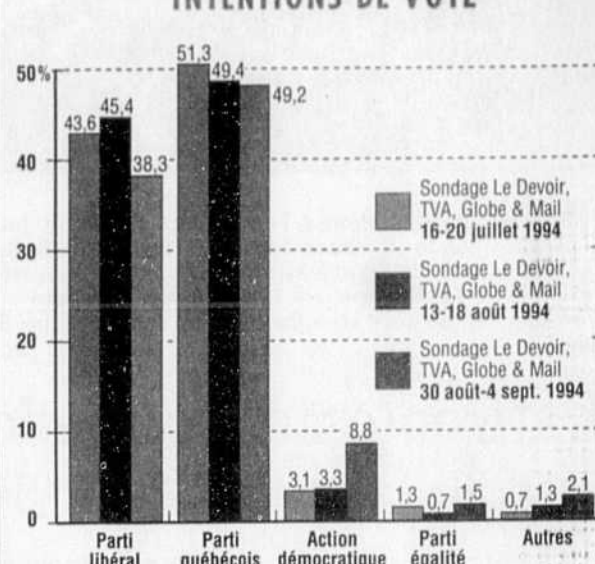
Bref, les résultats obtenus par le sondage Sondagem *Le Devoir-TVA-The Globe and Mail* démontrent que le choix que s'approprient à faire les électeurs n'est pas étranger à la vision même qu'ils ont du rôle d'un gouvernement. Un thème que les partis ont d'ailleurs tenté d'ex-

VOIR PAGE A 8: ÉTAT

VOIR AUSSI EN PAGE A 4

■ Les Québécois ne croient pas aux promesses électorales

INTENTIONS DE VOTE



Boulevard des ordures



PHOTO JACQUES NADEAU

APRÈS avoir débordé d'animation au cours de sa vente trottoir, le boulevard Saint-Laurent débordait hier d'ordures... Défilant les ordures de la cour, question de protester contre la récupération de 1% de leur salaire, près de 200 cols bleus de la Ville de Montréal ont refusé d'entrer au travail ce week-end, laissant derrière eux quelques traces nauséabondes... Voir nos informations en page A 2.

Les secrets de jeunesse de François Mitterrand

L'écrivain Pierre Péan révèle les engagements nationalistes et pétainistes du futur président

EDWY PLÉNEL
LE MONDE

«Au fait, me direz-vous: c'est la chasse au grand homme!», écrivait en mars 1936, dans la revue *Montalembert*, un jeune ambitieux de dix-neuf ans, qui ajoutait: «Le grand homme est un gibier rare et naturellement recherché...» En lisant ces lignes de François Mitterrand dans le livre-événement que Pierre Péan consacre à ses années de jeunesse (*Une jeunesse française, François Mitterrand 1934-1947*, Fayard, 616 p.), on pense à cette maxime, venue sous la plume d'un autre écrivain-investigateur, Gilles Perrault: «Nous prenons les grands hommes par le mauvais bout, c'est-à-dire par la fin.»

Voici donc, enfin, mis au clair et avec la participation active de l'intéressé, le commencement de l'aventure mitterrandienne. Oui, enfin, tant l'actuel président de la République



PHOTO ARCHIVES

François Mitterrand devient à l'automne 1934 «volontaire national»

VOIR PAGE A 8: MITTERRAND

ÉLECTIONS QUÉBEC

VOIR AUSSI EN PAGE A 4

■ Si c'est NON, Parizeau reste

■ Une formule de Johnson mal comprise par tout le monde

Conférence du Caire

Moubarak lance un appel à la tolérance

Le Caire (Reuter) — La Conférence des Nations unies sur la Population et le Développement s'est ouverte hier au Caire sur des appels à la tolérance.

Ainsi, le président égyptien, Hosni Moubarak, a invité hier les 15 000 délégués à la Conférence à se garder de tout extrémisme et à dialoguer pour tenter de dégager un dénominateur commun à toutes les parties représentées au Caire.

«Nous voulons que le dialogue évite tout dogmatisme et fanatisme, les opinions extrémistes devant demeurer hors du cadre du développement des sociétés», a déclaré Moubarak, élu président de la conférence à l'ouverture de la réunion.

«Cette conférence réunit des pays de civilisations, de cultures et de traditions spirituelles différentes, dont les lois doivent être respectées», a-t-il ajouté.

Les délégués de la conférence tenteront, jusqu'au 13 septembre, de réunir un consensus sur un programme d'action qui vise à limiter la population mondiale à 7,27 milliards de personnes en 2015 et à 7,8 milliards en 2050.

VOIR PAGE A 8: CAIRE

• LES ACTUALITÉS •

Les protestations des cols bleus se poursuivent

Le boulevard Saint-Laurent se change en sac-poubelle

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Les protestations des cols bleus de la Ville de Montréal contre la récupération salariale de 1% prescrit par la loi 102, se poursuivent malgré leur aspect illégal et donnent à Montréal, une image de malpropreté.

Alors que les marchands du boulevard Saint-Laurent avaient organisé une vente trocriste ce week-end, aucun débris n'a été ramassé à la fin de l'opération. Résultat, l'artère commerciale ressemble à une immense poubelle où s'entassent des amoncellements nauséabonds de déchets de toutes sortes.

Le mot d'ordre syndical paralyse ainsi divers services municipaux. «Il y a des inconvénients, mais la sécurité et la santé de la population ne sont pas en cause», assure le négociateur en chef de la Ville, Michel Brousseau.

Hier en fin de journée, les quelque 200 employés manuels n'avaient toujours par réintégré leurs postes de travail après qu'ils aient déclenché des moyens de pression vendredi en après-midi.

Faisant fi d'une ordonnance émise vendredi soir par le Conseil des services essentiels, les cols bleus de-

vront par conséquence, comparaître aujourd'hui en cour supérieure pour outrage au tribunal.

Le 1er juillet dernier, le syndicat des cols bleus, dont les dirigeants entretiennent le silence complet, se refusant à toutes communications avec les médias, avait entrepris un mouvement de grève correspondant à chacune des journées de récupération salariale. Après la fête du Travail, un troisième et dernier week-end devrait donc être perturbé par les syndiqués, soit celui de l'Action de grâce (10 octobre).

Aucun acte de vandalisme attribuable aux cols bleus comme ce fut le cas en juillet dernier, n'a été noté. Toutefois, des menaces auraient été proférées contre des syndiqués qui refusaient de participer aux moyens de pression. «A certains moments, des gestes disgracieux ont été posés pour contraindre des gens à ne pas travailler», affirme M. Brousseau.

Les cols bleus n'en sont pas à leurs premiers actes turbulents. Lors des négociations de 1991, certains d'entre eux avaient fait du vandalisme pour lequel ils ont été reconnus coupables récemment. De plus, l'automne dernier, ils défonçaient, armés de bâtons de baseball, les portes de l'hôtel de ville de Montréal.

La centrale syndicale lance un appel aux libéraux et aux péquistes

Clarifiez vos engagements au chapitre de l'éducation, demande la CSN

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) presse les partis libéral et québécois à clarifier leurs engagements au chapitre de l'éducation.

A une semaine de la fin de «l'examen» électoral, la CSN considère que le PLQ n'obtient pas la note de passage avec sa plate-forme rendue publique ce week-end, et que le PQ doit s'activer puisqu'il n'a toujours pas remis sa copie. «On a là une tonne de bonnes intentions, mais pas beaucoup d'onces d'action», a souligné hier en conférence de presse Marc Laviolette, vice-président de la CSN.

Alors que les péquistes parlent d'une «priorité fondamentale» et les libéraux d'une «mission essentielle et fondamentale», les seuls dossiers abordés jusqu'ici concernent les stages en milieu de travail, la formation professionnelle et le régime des prêts et bourses, précise-t-on à la CSN. «Pour un parti (PQ) dont le slogan est un pays à construire, c'est inquiétant que ses déclarations se résument à si peu de choses», juge M. Laviolette. La CSN a profité de la tribune pour réclamer notamment un moratoire sur les compressions en éducation qui, rappelle-t-on, a connu un désinvestissement d'un

milliard de dollars en dix ans. Du coup, les commissions scolaires ont fermé des écoles et, les cégeps et universités, ont haussé les frais afférents et ceux de la scolarité.

La tenue d'états généraux constitue la deuxième revendication de la CSN. «Les enseignants ne sont pas fatigués d'enseigner. Ils sont fatigués de ne pas avoir de réponses à leurs questions, des réformes qui les excluent du processus de consultation. Les enseignants sont sceptiques», déclare Denis Choinière, président de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ), affiliée à la CSN.

Marc Laviolette abonde dans le même sens. «Le déniement des enseignants a commencé sous le PQ au début des années 1980. On voudrait qu'il corrige le tir», affirme-t-il.

Par ailleurs, la CSN s'interroge sur la place que veulent accorder au personnel (enseignant et de soutien) les formations de MM. Parizeau et Johnson. Si ce dernier entend poursuivre l'amalgamisme du système scolaire dans le cadre des lois 102 et 198, M. Parizeau, bien qu'ayant promis de modifier ces deux lois, n'a toujours pas précisé de quelles façons il entendait procéder.

«Les partis gèrent le nez collé sur la vitrine», reproche M. Laviolette qui ne veut plus continuer dans la logique comptable qui prévaut actuellement.

Triste fête pour les travailleurs

PRESSE CANADIENNE

À l'occasion de la Fête du travail, décrétée jour férié au Canada pour la première fois il y a 100 ans, les travailleurs et les militants syndicaux n'avaient pas énormément de raisons de célébrer, hier.

À travers tout le pays, les travailleurs acceptent des gels de leurs salaires, des concessions. Comme le taux de chômage national continue d'excéder les dix pour cent, les employeurs ont le gros bout du bâton à la table de négociation. Statistique Canada rapporte que l'écart entre les riches et les pauvres qui occupent un emploi s'élargit, surtout à cause de la hausse spectaculaire du

nombre de Canadiens obligés de travailler plus de 50 heures par semaine. Par exemple, près de 19 % des travailleurs masculins travaillent maintenant 50 heures et plus par semaine. L'augmentation du travail en temps supplémentaire réduit les occasions d'emplois à temps plein, et le travail à temps partiel connaît un essor marqué. Pourtant, certains syndicalistes trouvent matière à se réjouir, notamment de l'implantation des syndicats dans des secteurs auparavant réfractaires à la syndicalisation, où les travailleurs gagnent le salaire minimum, notamment, ou ne jouissent d'aucun avantage social.

«Très souvent, ces travailleurs viennent nous solliciter, au lieu que ce soit nous qui allions leur proposer de se syndiquer», commentait Tom

Collins, de la division vente au détail et en gros des Métallurgistes unis d'Amérique. L'effort soutenu des syndicats pour recruter de nouveaux membres a permis de maintenir le taux de syndicalisation de la main-d'œuvre canadienne à 37 ou 38 pour cent, et ce en dépit de mises à pied massives dans le secteur industriel.

Aux États-Unis, moins de 16 pour cent des travailleurs sont syndiqués.

Malgré tout, plusieurs syndicalistes trouvent matière à s'inquiéter.

«C'est un peu ironique que le jour où nous sommes supposés célébrer le travail, nous affrontons la perspective de nombreuses mises à pied», déclarait ainsi le porte-parole d'un syndicat d'infirmières d'Alberta, qui s'attend à des suppressions d'emplois et des fermetures de lits.

EN BREF

MCGILL FÊTE

(Le Devoir) — McGill, la doyenne des universités montréalaises, a déjà amorcé les préparatifs en vue de son 175ème anniversaire qui aura lieu en 1996. Le directeur de l'École d'architecture, M. Derek Drummond, et Mme Kate Williams, directrice des communications, viennent d'être désignés pour présider le comité qui veillera à la préparation des festivités. D'ores et déjà, on sait qu'à cette occasion, l'ACFAS (L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences) tiendra pour la première fois ses assises annuelles à McGill. D'autres grandes conférences scientifiques auront également lieu sur le campus de McGill auxquelles participeront quelque 5000 chercheurs et universitaires. En septembre 1996, une série d'activités marquera les journées Portes ouvertes et une grande réunion des 100 sections des diplômés à travers le monde sera organisée du 19 au 22 septembre. On souhaite d'ailleurs pouvoir tenir des festivités hors campus, dans tout Montréal et peut-être même dans d'autres villes du Québec. L'Université McGill a été fondée en 1821 grâce à M. James McGill, négociant en fourrures, qui légua à sa mort en 1813 une ferme de 46 acres et 10 000 livres pour la création du McGill College.

SIMPSON: LA MORT?

Los Angeles (AP) — À l'approche du procès d'O. J. Simpson, les procureurs de la poursuite doivent bientôt rendre leur plus importante décision: réclameront-ils la peine de mort pour un accusé de meurtre qui est aussi un héros sportif national de race noire? Le juge Lance Ito, de la Cour supérieure, demande à connaître leur réponse aussitôt que possible, tout comme les avocats d'O. J. Simpson. Mais la décision, d'abord promise à la fin août, a été reportée au moins jusqu'au 19 septembre. «Je ne sais pas ce qu'ils attendent», a commenté Harland Braun, un avocat de la défense de Los Angeles. Lui et d'autres experts disent que plusieurs des éléments qui influencent les décisions dans d'autres causes impliquant une possible peine de mort auront moins d'impact que les facteurs prédominants que sont, dans cette cause, la race et la célébrité de Simpson. La décision la plus vraisemblable, disent-ils, sera de demander une peine d'emprisonnement à vie si Simpson est reconnu coupable d'avoir assassiné son ex-épouse, Nicole Brown, et son ami Ronald Goldman.

LE DIEU DENG

Pékin (Reuter) — Deng Xiaoping remplacera les dieux sur les affiches célébrant la nouvelle année qui ornent traditionnellement les maisons des 850 millions de paysans chinois, rapportait hier le quotidien *China Youth Daily*. La librairie Xinhua et la maison d'édition des Beaux Arts du Sichuan commenceront à publier dès la fin du mois une série de posters à l'effigie du Noé1 chinois, originaire du Sichuan. On ignore combien de ces posters seront mis en vente et si ils seront disponibles ailleurs que dans le Sichuan.

VOLEURS POLIS

Tokyo (Reuter) — Au Japon, les braqueurs de banque eux-mêmes n'oublient jamais que la vertu première du pays est la politesse. Le quotidien *Mainichi* a rapporté hier que les auteurs d'un hold-up particulièrement fructueux ont adressé une lettre de remerciement à la banque qu'ils avaient dévalisée. «Merci beaucoup pour la prime, peut-on y lire. Un tel butin nous durera la vie entière.» La lettre a été envoyée 10 jours après le hold-up subi par l'agence de Kobé de la Fukutoku Bank, où les voleurs ont fait main basse sur 5,4 millions \$ US. La police et la banque se refusent à tout commentaire. Mais avec la politesse la plus exquise, naturellement.

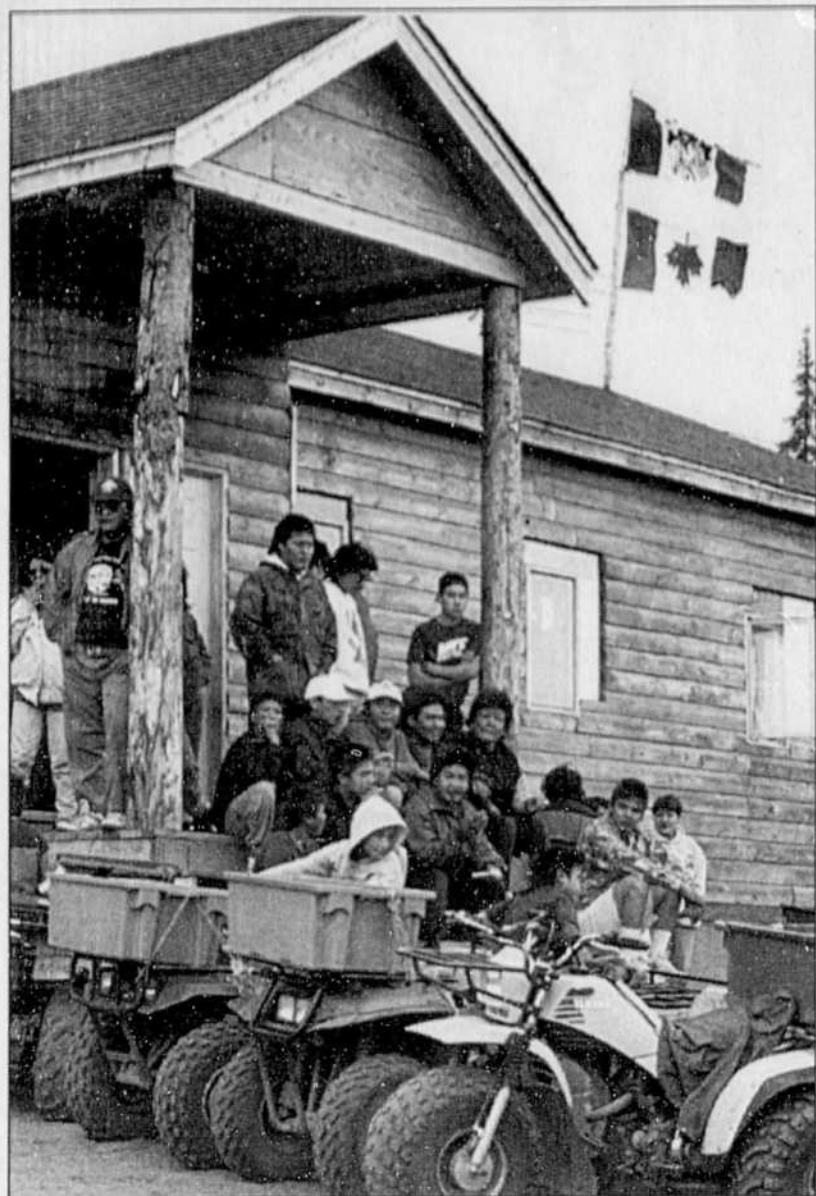
MOSQUÉE COLOSSALE

Bagdad (Reuter) — Le président Saddam Hussein a décidé de construire, au cœur de Bagdad, la plus grande mosquée du monde, ont déclaré hier les ingénieurs en précisant qu'ils travailleraient sous les ordres directs du président irakien. Les travaux devraient commencer bientôt. Cet édifice colossal fera 1800 mètres de long sur 700 mètres de large et sera doté de huit minarets et d'un dôme de 180 mètres de diamètre culminant à 150 mètres de hauteur, ont-ils précisé.



ROBIC
DEPUIS 1892
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 3K2
Fax: (514) 845-7874 Tél.: (514) 845-8000
La maîtrise des intangibles



Le drapeau canadien flotte à l'envers aux abords du bureau qu'occupe le Conseil de bande de Davis Inlet. Les leaders innu se sont rencontrés pour discuter de la ligne à suivre après que le ministre de la Justice de Terre-Neuve, Ed Roberts, eût ordonné à la Gendarmerie royale d'assurer la sécurité d'un juge attendu dans la communauté du Labrador cette semaine.

L'affrontement entre les Innu et la GRC n'a pas eu lieu

PRESSE CANADIENNE

Davis Inlet, T.-N. — Un affrontement prévu hier entre la Gendarmerie royale et les Innu de Davis Inlet n'a pas eu lieu, les Innu ayant bloqué la seule piste d'atterrissage de leur village avec des barils d'huile vides et des planches de bois pour empêcher le retour d'un juge itinérant.

La GRC avait prévu arriver à bord d'hélicoptères militaires pour assurer la sécurité des représentants des tribunaux, qui avaient été expulsés de la communauté en décembre dernier. Mais le ministre de la Justice de Terre-Neuve, Ed Roberts, a indiqué que la GRC pensait ne pas être en mesure d'assurer la sécurité des représentants de la justice, de la police et de la communauté elle-même. Leur arrivée a donc été reportée.

«Les renseignements de la police indiquent la présence de 100 personnes de l'extérieur de la communauté considérées comme des renforts contre la GRC», a déclaré le ministre Roberts, à St-Jean.

Le ministre Roberts a ajouté que les agents de la GRC réévalueront la situation avant de tenter une autre intervention, mais qu'il est toujours déterminé à parvenir à ses fins.

«La cour siégera à Davis Inlet et la loi sera appliquée», a insisté le ministre. Soixante-dix-huit cas se sont accumulés depuis qu'un juge itinérant a été expulsé par les Innu en décembre dernier. «Il est évident que

ce sont eux qui veulent... je ne dirai pas l'affrontement, mais il serait juste de dire qu'ils s'attendent à un affrontement.

«S'ils ne laissent pas le public atterrir ici, personne ne va atterrir ici», avait déclaré le chef Simeon Tshakapuk plus tôt hier, avant que la GRC ne change d'idée.

Dimanche, la Gendarmerie royale a fermé l'espace aérien entourant Davis Inlet, un village qui regroupe le tiers des 1500 Innu de la région.

Le blocus de Davis Inlet n'est qu'un geste de bravade de plus pour cette communauté qui avait attiré l'attention internationale l'an dernier quand six enfants avaient été retrouvés dans un réduit en train d'inhaler des vapeurs d'essence en disant qu'ils voulaient mourir. Leur cas a révélé une épidémie d'alcoolisme, d'agressions sexuelles et de suicides qui rongent la communauté insulaire démunie depuis des années.

Hier, les Innu ont fait venir deux avocats de St-Jean pour être témoins de la confrontation.

«Si quelque chose va mal, il y aura une enquête publique», a prévenu Peter Penashue, le président de la nation innue.

Pendant ce temps, une douzaine d'enfants continuaient à saccager une baraque appartenant à la GRC.

Les leaders autochtones ont expliqué que les enfants s'étaient attaqués à la bâtisse après avoir vu une entrevue avec le ministre Roberts à la télévision.

Élections

94

Autorisation des candidates et candidats indépendants

Aux fins des élections générales du 12 septembre et conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi électorale, le Directeur général des élections du Québec donne avis qu'il a autorisé la candidate indépendante suivante:

La circonscription électorale de MARQUETTE

Candidate indépendante autorisée	Représentant officiel	Date d'autorisation
DUBOIS, Louise	BÉRUBÉ, Richard	29 août 1994

La représentante ou le représentant officiel d'une candidate ou d'un candidat indépendant autorisé est également son agent ou agent officiel.

Pour de plus amples renseignements, composez sans frais, de 9 h à 22 h, 7 jours par semaine:

de l'extérieur de Québec **1 800 461-0422** de la région de Québec **528-0422**

Les personnes sourdes ou malentendantes **1 800 537-0644**

DG
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte



649

Tirage du 94-09-03
1 2 34 35 45 47
Numéro complémentaire: 49



Tirage du 94-09-03
2 12 29 31 33 38
Numéro complémentaire: 24

MISE-TOT 15 28 32 33
GAGNANTS 63 793,60 \$



Tirage du 94-09-03
NUMÉROS 229767 29767 9767 767 67 7
LOTS 100 000 \$ 1 000 \$ 250 \$ 50 \$ 10 \$ 2 \$



Tirage du 94-09-02
NUMÉROS 714576 14576 4576 576 76 6
LOTS 100 000 \$ 1 000 \$ 250 \$ 50 \$ 10 \$ 2 \$

RÉSULTATS

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	5 632 640,40 \$
5/6+ 6	170 019,00 \$
5/6 277	2 946,10 \$
4/6 15 857	98,60 \$
3/6 330 277	10,00 \$
Vente totale:	22 452 289,00 \$
Prochain gros lot (approx.):	10 000 000,00 \$
Prochain tirage:	94-09-07

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	1 000 000,00 \$
5/6+ 0	20 038,20 \$
5/6 26	1 284,50 \$
4/6 1 078	57,80 \$
3/6 17 863	5,00 \$
Ventes totales:	754 087,00 \$
Gros lot à chaque tirage:	1 000 000,00 \$

EXTRA Tirage du 94-09-03
NUMÉROS 229767 29767 9767 767 67 7
LOTS 100 000 \$ 1 000 \$ 250 \$ 50 \$ 10 \$ 2 \$

EXTRA Tirage du 94-09-02
NUMÉROS 714576 14576 4576 576 76 6
LOTS 100 000 \$ 1 000 \$ 250 \$ 50 \$ 10 \$ 2 \$

EXTRA Tirage du 94-09-02
NUMÉROS 714576 14576 4576 576 76 6
LOTS 100 000 \$ 1 000 \$ 250 \$ 50 \$ 10 \$ 2 \$

T V A, le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

• LES ACTUALITÉS •

Ça va glisser...



PHOTO JACQUES NADEAU

À FOND DE TRAIN, ces deux cyclistes cherchaient un petit coin bien tranquille, hier, pour glisser leur précieux bijou noir sur l'asphalte craquelée. Et dire que les joueurs des Canadiens et des Nordiques ont commencé à s'entraîner... sur une bonne patinoire bien sûr.

Front commun contre les armes à feu

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

L'état-major et le syndicat de la police de la Communauté urbaine de Montréal, la Régie régionale de la santé et des services sociaux, la CUM ainsi que les élus de la région métropolitaine lancent un appel à la mobilisation visant à resserrer le contrôle des armes à feu au Canada.

Le front commun donne ainsi son appui à la Coalition pour le contrôle des armes à feu qui a démarré à Toronto le 25 avril dernier et dont le mouvement a été appuyé par plus de 230 groupes, associations ou institutions. Chacun d'entre eux participe à la campagne d'envoi de cartes postales visant à faire pression auprès des politiciens fédéraux pour qu'ils adoptent une loi plus sévère que l'actuelle loi C-17.

«Les conséquences de l'absence de contrôle sont un handicap important dans notre société», a commenté le directeur du Service de police de la CUM, Jacques Duchesneau. Ce dernier rappelle d'ailleurs que

malgré une baisse de la criminalité sur le territoire de la CUM, on a enregistré 74 meurtres en 1993 et 240 tentatives de meurtre.

M. Duchesneau reconnaît toutefois qu'une loi, même très restrictive, ne peut être une panacée à tous les problèmes. Au-delà des règles, l'effet de la loi doit en être un de consensus social, comme la campagne provinciale sur l'alcool et la conduite automobile a réussi à le faire, estime-t-il.

«Il faut comprendre que la détention d'une arme à feu n'est pas un droit, mais un privilège. Et, assorti à n'importe quel privilège, il y a des obligations. Chose certaine, on ne veut pas emmerder les chasseurs. Et puis le contrôle ne signifie pas l'abolition», a déclaré le maire Jean Doré. Mais «la sécurité publique est un bien collectif fragile», ajoute-t-il.

La disponibilité des armes à feu augmente les risques de violence et d'accident, considère le front commun.

À chaque année au Québec, 300 personnes se suicident avec une arme à feu.

Il y a eu 35 000 visiteurs de plus

La Ronde a bien tourné

LE DEVOIR

Malgré le temps froid et pluvieux du mois de juin et les orages du mois de juillet, La Ronde aura dépassé son objectif en accueillant 1 170 000 visiteurs payants: une augmentation de près de 35 000 visiteurs par rapport à l'an dernier.

Les revenus d'admission pour leur part ont été légèrement supérieurs à l'objectif visé, totalisant 14 130 000 \$.

Cette performance aidera La Ronde à poursuivre son mandat d'autofinancement tant pour ses dépenses d'opération que pour celles d'immobilisation. La continuation

de son plan quinquennal d'investissement de 20 millions, amorcé en 1992, pourra donc suivre son cours tel que prévu. Les nouveautés implantées en 1994 ont obtenu un grand succès puisque 500 000 visiteurs ont pris place à bord du Dragon et 465 000 autres ont vécu l'aventure du Volcano.

Au terme de cette 27e saison, le chef de la direction de la Société du parc des Îles, M. Jean Emond, devait déclarer: «Avec l'implantation de nouveautés à chaque année, La Ronde a su maintenir sa capacité d'attraction et demeure l'un des plus grands attraits touristiques au Québec».

LE MONDE
diplomatique

**QUEBEC:
L'an prochain
la souveraineté ?**

Chez votre marchand de journaux - Septembre 1994

Élections

94



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte

Pour de plus amples renseignements,
composez sans frais, de 9 h à 22 h, 7 jours par semaine:de l'extérieur
de Québec

1 800 461-0422

de la région
de Québec

528-0422

Les personnes sourdes
ou malentendantes

1 800-537-0644

Cent-cinquante camionneurs et leurs familles présents à Rivière-des-Prairies

Occupation d'un centre de distribution de Métro-Richelieu

«Les policiers sont arrivés en grand nombre, et le chef a menacé d'arrêter tout le monde»

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Le Centre de distribution de Métro-Richelieu à Rivière-des-Prairies a été occupé hier midi par 150 personnes, en l'occurrence les camionneurs mis à pied en février 1993 accompagnés de leurs familles. Ils venaient réclamer la mise en application de l'ordonnance rendue le 12 août dernier par l'arbitre Bernard Lefebvre.

Celui-ci a ordonné le réembauchage des employés mais la compagnie continue à embaucher des sous-traitants, notamment Guilbault Transport, Papineau Transport et FLL Transport.

Le jugement de 93 pages de l'arbitre est pourtant très clair, affirme Réjean Fleury, président du syndicat des travailleurs des Epiciers-Unis de Métro-Richelieu.

«Les policiers sont arrivés en grand nombre, explique-t-il, et le chef a menacé d'arrêter tout le monde. On a préféré attendre et remettre ça à

jeudi prochain. On sera prêt pour une vraie bataille, dit-il.

La campagne politique porte sur le thème de l'emploi pour un des candidats: nous, on avait des emplois et on veut les récupérer», conclut-il.

Après Steinberg...

Métro-Richelieu a procédé à la mise à pied de ses employés d'imprimerie en août 1992, après l'acquisition de la firme Steinberg, puis la compagnie a fait de même avec ses employés de l'entrepôt de fruits et légumes six mois plus tard.

Le président Pierre Lessard, auparavant chez Provigo, a pris cette décision, conseillé par le vice-président du conseil, Paul Gobeil, qui fut au Conseil du Trésor du Québec avant Daniel Johnson. «Paul Gobeil est le plus dur, le plus intransigent avec nous», déclare Réjean Fleury.

Tous les moyens juridiques sont soupesés en ce moment avec l'aide de la CSN, ajoute-t-il. «On évalue la situation et notamment une requête

pour outrage au tribunal.

On considère aussi la demande d'une injonction provisoire. Mais on n'a jamais été capable de les concrétiser, ces demandes pour injonction, dit-il. Il y a toujours une façon de faire perdurer la chose pour Métro-Richelieu».

La même chose avait été faite auparavant pour les travailleurs de l'imprimerie qui sont aussi venus à la manifestation hier.

La compagnie Enveloppe suprême fait le travail des 30 employés qui œuvraient à l'imprimerie Métro-Richelieu de la rue Notre-Dame auparavant.

Certains employés ont une ancienneté de 30 ans pour l'entreprise, ajoute encore le président du syndicat.

«On veut voir à l'homologation de la décision de l'arbitre. Me Lefebvre a déclaré illégaux les gestes posés par la direction de la compagnie et il a réclamé la réintégration à leur poste des travailleurs impliqués», conclut-il.

Le Mont-Royal se refait une beauté

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le Mont-Royal se refait une beauté. Dans la foulée du programme national de réfection des infrastructures, les gouvernements fédéral et provincial s'approprient à investir dans la mise en valeur de ce joyau de verdure.

Ainsi le stationnement à mi-chemin du boulevard Camilien-Houde (completé en 1961), en accédant à la montagne par l'avenue du Parc, serait transformé en un véritable belvédère.

Actuellement, l'endroit, bien qu'offrant de Montréal une vue extraordinaire, ne rencontre pas

toutes les normes de sécurité (entre autres, le parapet est chancelant).

Mais l'annonce que doivent faire ce matin le maire Jean Doré ainsi que le ministre québécois de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Gérald Tremblay, pourrait concerner également la construction d'un sentier périphérique.

Par le sentier

Pour le moment, les Montréalais ne peuvent longer qu'une partie de la montagne par le sentier de l'Escarpement.

Ces améliorations nécessitent l'installation d'une passerelle au-

dessus du boulevard Camilien-Houde, question que le sentier se poursuive sur le flanc nord bordé par les cimetières protestants et catholiques.

En juillet dernier, lors d'une entrevue au *Devoir*, le maire Doré exprimait le désir que les Montréalais montés au sommet de la montagne, puissent avoir un regard sur leur ville depuis les points cardinaux.

La mise en valeur du Mont-Royal n'est pas sans rappeler les différents massacres qu'a subis la montagne au fil des ans.

En 1954, alors que Jean Drapeau

faisait son entrée à l'hôtel de ville, la «coupe moralité» a été entreprise.

Du coup, les buissons, d'où s'élevaient de trop nombreux soupis, ont littéralement été rasés. Sept ans plus tard, l'érosion du sol provoquée par la destruction des sous-bois, oblige l'administration municipale à reboiser les lieux.

Le discours hygiéniste s'est combiné à l'implantation d'institutions venues ceindre le Mont-Royal: en 1956, le Montreal General Hospital était érigé, et plus récemment, le nouveau centre sportif de l'Université McGill.

SYMPOSIUM
INTERNATIONALLa convergence des techniques
de communication:

Montréal, 1994

Ce symposium qui réunira des spécialistes de plusieurs pays, vise à susciter un premier grand débat public sur les politiques, les structures industrielles, les stratégies d'entreprises et les usages sociaux des nouvelles technologies qui peuvent favoriser ou contrarier l'implantation des autoroutes électroniques devant conduire les sociétés contemporaines vers le 21e siècle.

Au programme:

- trois tables rondes avec des représentants des pouvoirs publics américains, français et canadiens (FCC, CSA, CRTC, ministère du Patrimoine canadien, ministère de la Culture et des Communications du Québec) et des entreprises (Vidéotron, Bell Canada, Softimage, Microsoft, Bell Atlantic, Unitel, SRC, Radio-Québec, etc.)

- treize ateliers où seront présentées plus de 40 communications: P. Flichy (Paris), B. Miège (Grenoble), M. Parès (Barcelone), G. Richeri (Bologne), C. Gomez-Mont (Mexico), R. Collins (Londres), F. Pichault (Liège), N. Garnham (Londres), etc.

DATE: DU 29 SEPTEMBRE AU 1ER OCTOBRE 1994
À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Frais d'inscription:

- 400 \$ toutes taxes comprises - incluant repas, cocktails et copie des actes du Symposium
- 30 \$ étudiants avec pièce justificative - pour la participation aux tables rondes et ateliers

Pour information et inscription:

Michel Saint-Laurent
GRICIS - UQAM
téléphone: (514) 987-8597
télécopieur: (514) 987-4164

La force de l'amour

Jean-Claude Côté

Ce cahier d'apprentissage se veut un outil pratique qui puisse faciliter la compréhension et l'assimilation des différents objectifs du programme d'enseignement moral et religieux catholique de la 2^e année du secondaire. Tous les objectifs de ce programme sont conformes à la proposition d'allègement du ministère de l'Éducation du Québec.

Cahier de fiches d'activités
ISBN 2-7601-3307-9 (270 p.) 13,75 \$
Guide du maître
ISBN 2-7601-3308-7 (314 p.) 40,00 \$

2^e secondaire• LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE-UQAM
335, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)

Tél.: (514) 284-2210 Télécopieur: (514) 284-1849

• LIBRAIRIE GUÉRIN UNIVERSITAIRE ET COLLÉGIAL
168-170, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 1K9

Tél.: (514) 861-5647 Télécopieur: (514) 861-5307

• LIBRAIRIE GUÉRIN (primaire et secondaire)
4560, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L3

Tél.: (514) 849-1112 Télécopieur: (514) 849-6360

• LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels d'occasion)
4440, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L1

Tél.: (514) 843-6241

• LIBRAIRIE GUÉRIN (manuels et littérature)
Station Métro-Longueuil
Longueuil (Québec) J4K 2T4

Tél.: (514) 677-6525



guérin

Montréal
Toronto

4501, rue Drolet

Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada

Tél.: (514) 842-3481

Téléc.: (514) 842-4923

Le 12 septembre,
je vais voter en faisant soit
un X, une +, une V ou un —
sur mon bulletin de vote.



LE DEVOIR

ELECTIONS QUÉBEC

Si c'est NON, Parizeau reste

■ Il exclut un second référendum

■ Le PQ ne veut rien d'autre qu'un «mandat normal»

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, a clarifié mieux que jamais en fin de semaine le sens du vote du 12 septembre, en faisant savoir qu'il continuera à gouverner si le NON l'emporte au référendum l'an prochain.

M. Parizeau a également rejeté l'hypothèse de tenir vite un second référendum pour renverser un premier NON.

«L'équipe du Parti québécois, moi compris, est là-dedans pour exercer un mandat normal de gouvernement, quatre ans par exemple», a-t-il précisé, à la faveur de deux entrevues télévisées simultanément sur deux chaînes, dimanche soir (M. Parizeau n'accorde aucune entrevue aux journaux durant la campagne, rompant avec une longue tradition). «Je suis là pour le meilleur et pour le pire, comme on dit.»

«Nous ne sommes pas là pour autre chose qu'un mandat normal», a-t-il soutenu, en décrivant l'équipe de candidats du Parti québécois comme la meilleure jamais réunie depuis 30 ans pour gouverner le Québec.

En somme, c'est comme si M. Parizeau ne proposait plus aux Québécois, comme le PQ le faisait en 1976, que d'élire ce que l'on appelait alors un «bon gouvernement» qui propose parmi d'autres choses de tenir un référendum dans le but de faire du Québec un pays.

Ces précisions contrastent avec des déclarations faites par M. Parizeau au cours des dernières années. En 1992, dans une entrevue à *Time Magazine*, il annonçait sa démission en cas d'un échec référendaire. Plus récemment, en entrevue avec *L'Actualité*, il disait qu'il préférerait retourner enseigner plutôt que de gouverner une simple province.

Un vote «bien pensé»

«Je ne veux surtout pas qu'il y ait d'ambiguïté, disait-il à *L'Actualité*. Ceux qui vont voter pour le PQ y auront bien pensé. Il faut qu'ils soient tout à fait convaincus de cette phrase toute simple que j'ai mise au point en revenant en politique: le Parti québécois est souverainiste avant, pendant et après.»

Ces déclarations avaient permis à ses adversaires libéraux, tout au long et même avant le début de la campagne électorale, de l'attaquer sur ses intentions une fois au pouvoir. On le présentait comme quelqu'un qui n'aurait qu'une obsession, faire un pays, prêt à tout laisser tomber si son rêve est rejeté par ses concitoyens.

Encore la semaine dernière, il invitait des jeunes à qui il s'adressait, à considérer les élections du 12 septembre comme «le premier pas» vers la souveraineté. Le soir du 12, c'est symboliquement à Québec, capitale du futur pays, que les péquistes se réuniront pour, s'ils gagnent, célébrer la victoire.

Depuis quelque temps, M. Parizeau est moins rigide également sur la date de cet éventuel référendum.

«Depuis plusieurs mois, il disait qu'il aurait lieu par exemple huit à dix mois après les élections. Ce délai a été formellement consigné au programme électoral. En cours de route, M. Parizeau a décidé d'élargir sa marge de manœuvre. Il parle désormais de tenir la consultation en 1995, ce qui lui donne quelques mois de plus. Du-

rant le week-end, il a soutenu qu'il n'était pas question d'attendre la fin du mandat de quatre ans pour le tenir. Mais entre les deux?...

Cependant, le chef péquiste a carrément rejeté, hier midi au cours d'une entrevue à la radio de Radio-Canada, l'hypothèse de modifier la loi sur les consultations populaires et de tenir avant les élections suivantes, un second référendum pour annuler le résultat d'un référendum perdu.

«Changer la loi, dit-il, ça n'a pas de bon sens. Ça serait grossier comme procédé.» La loi interdit, la tenue de plus d'un référendum sur le même objet, ou un objet semblable, durant la même législature.

En outre, contrairement au chef de l'Action démocratique, M. Mario Dumont, qui y voit une catastrophe, une second NON à la souveraineté ne ferait perdre au Québec «rien du tout», dit M. Parizeau. Je ne vois vraiment pas.

Quoi qu'il en soit, malgré les sondages défavorables, M. Parizeau est confiant de gagner ce référendum. Il y a huit à dix mois, dit-il, la souveraineté recueillait la majorité. «Donnez-moi huit à dix mois».

Entre les élections et le référendum, M. Parizeau va faire deux choses à la fois. On peut penser que les «innovations» qu'il promet d'apporter à la constitution de son conseil des ministres puissent avoir un rapport avec ce double mandat.

D'une part, «il faut faire une bonne job pour relancer des choses au Québec», dit-il: «C'est l'enjeu principal des premiers mois». D'autre part, il faut «faire en sorte que, au moment du référendum, les Québécois aient tout ce qu'il faut pour décider».

«Il y a 14 ans, quelque chose n'a pas marché (les Québécois ont dit NON à 60% à la souveraineté-association). Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts, les gens ont mûri, ils ont eu le temps d'en parler. Il leur manque une chose: des renseignements». Aussi, M. Parizeau promet-il de publier toutes les études disponibles et d'en faire «une quantité d'autres» avant le référendum.

Sur le plan de son action économique, le gouvernement «va donner tout ce qu'il a, dit-il. Nous allons nous battre pour faire en sorte que le Québec sorte des ornières dans lesquelles il est enfoncé. On va redonner aux gens le goût de bouger. Dans la mesure où on gagne le référendum, et je pense qu'on va le gagner, on fait du Québec un pays normal», sans lequel, «il y a des choses qui ne se régèleraient pas».

Durant cette période, M. Parizeau promet de ne pas chercher à «accumuler les refus» d'Ottawa pour montrer que rien n'est possible au Canada. «Si je suis capable de faire débloquent la formation professionnelle pour les travailleurs, parce que le fédéral accepte de sortir de là comme tout le monde le lui demande au Québec, tant mieux. S'ils disent non, qu'on me reproche pas d'utiliser les tactiques, ils disent non depuis des années.»

M. Parizeau a par ailleurs évalué à 150 millions de dollars les promesses faites par son parti et qui engendreraient des dépenses récurrentes, auxquels il faut ajouter 500 millions en investissements publics par an. Il a d'ailleurs soutenu que sa principale gaffe, durant la campagne, a été «d'avoir mal expliqué ce que je voulais dire par accélérer les investissements publics. On a pris ça comme une distribution de bonbons».



PHOTO JACQUES NADEAU

Jacques Parizeau hier au biodôme: «J'aime tellement mieux la transition des esprits...»

Le chef du PQ pour la religion à l'école

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, est en accord avec le maintien de cours d'enseignement religieux pour ceux qui en veulent et des cours de morale pour les autres à l'école publique.

Dans une entrevue à l'émission *Le Midi-Quinze* de la radio de Radio-Canada, hier, M. Parizeau a rejeté l'hypothèse de transformer les écoles du Québec en écoles laïques, bien qu'il favorise la mise sur pied de commissions scolaires sur une base linguistique plutôt que confessionnelle.

«Enlever toute référence religieuse à l'intérieur de l'école au nom d'une école laïque, pour moi c'est recommencer des débats dont on peut faire l'économie. J'aime pas beaucoup les débats dogmatiques sur ces questions-là», dit le chef péquiste, interrogé par un auditeur.

«Ce qu'il nous faut le plus vite possible — et tant que la constitution canadienne sera là, ça va pas être faisable, mais le plus vite possible quand elle sera plus là —, c'est n'avoir que des commissions scolaires linguistiques».

«Est-ce que l'école doit être laïque? J'ai plutôt tendance à croire que les parents qui veulent que leurs enfants reçoivent un enseignement religieux à l'école, à mon sens ne demandent rien d'anormal», a-t-il soutenu, à condition «que l'école soit en mesure de dispenser l'enseignement religieux de différentes religions.»

De même, il est d'accord avec le maintien de cours de morale pour les élèves qui ne suivent pas l'enseignement religieux.

«Est-ce que c'est absolument anormal que les enfants qui n'ont pas d'orientation religieuse particulière soient amenés à suivre un cours de morale», demande-t-il, tout en reconnaissant que son point de vue est «peut-être un peu plus traditionaliste».

«Dans des choses comme celles-là, j'aime tellement mieux la transition des esprits qu'un grand débat fondamental dont on a vu à quel point ça peut justement épuiser les gens sans donner des résultats extraordinaires.»

«Ce qu'il ne faut pas, c'est imposer un enseignement religieux à des parents, des enfants, qui n'en veulent pas, ni une absence complète d'enseignement moral.»

Sondage Sondagem LE DEVOIR-TVA-The Globe and Mail

Les Québécois ne croient pas aux promesses électorales

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Pas dupes, les Québécois. Une grande majorité d'entre eux ne croit pas que les chefs réaliseront leurs promesses, que ce soient celles de Daniel Johnson ou de Jacques Parizeau. Et cela, parce que les finances de l'État ne leur permettent pas de tenir parole.

Les campagnes électorales sont toujours faites de promesses et l'enfer est pavé de bonnes intentions. C'est peut-être pour cela que plus de 72% des Québécois sont convaincus que la majorité des promesses faites au cours de la campagne électorale ne verront jamais le jour.

C'est du moins ce que démontre le sondage Sondagem TVA-Le Devoir-The Globe and Mail, réalisé auprès 1011 répondants, qui a recollé quelques données sur la perception des électeurs face aux promesses électorales.

On a beaucoup disserté sur les milliards promis de-ci de-là, un jour par Jacques Parizeau, le lendemain par Daniel Johnson. Les libéraux ont fait monter l'enchère des promesses péquistes à 16 milliards, et cela même si Daniel Johnson est resté plutôt coi sur la facture de ses propres engagements.

Si la bonne foi des chefs semble dangereusement mise en doute par leurs électeurs, les chiffres révèlent que cette impression est davantage fondée sur l'état des finances publiques que sur le réalisme de leurs promesses respectives.

De fait, plus de 47% des répondants estiment que les promesses faites en cours de campagne ne deviendront jamais réalité parce que le gouvernement n'a tout simplement pas «les

moyens de les réaliser». Ce qui, en soi, est déjà un jugement des électeurs sur l'attention que portent les chefs aux maigres deniers de l'État.

Il se trouve tout de même un Québécois sur cinq pour dire que les promesses ne resteront que des vœux pieux parce que les politiciens «font des promesses de façon irresponsable». Illustration d'un certain fatalisme, pas moins de 15% des répondants jugent pour leur part qu'il est dans l'ordre des choses que des promesses électorales ne soient jamais réalisées!

Histoire de juger de la crédibilité des promesses respectives des chefs auprès de l'électorat, Sondagem a sondé les répondants sur leur perception à l'égard de plusieurs engagements bien précis.

Ainsi, les Québécois ne croient pas une minute que le déficit peut être réduit à court terme, comme l'ont promis les chefs des deux partis. Seule différence, pas moins de 91% des personnes interrogées jugent «irréalisable» d'éliminer le déficit en deux ans, tel que promis par Jacques Parizeau. Près de 57% des gens croient qu'il est impensable de le faire en cinq ans, comme s'y engage Daniel Johnson.

Par contre, plus de six électeurs sur dix (64%) croient en la promesse de Daniel Johnson de réduire le taux de chômage de cinq pour cent d'ici cinq ans. Leur confiance est tout aussi grande en ce qui a trait à la promesse de créer un système de perception à la source des pensions alimentaires (66%).

Les électeurs sont tout autant convaincus de la promesse faite par Jacques Parizeau de prélever une taxe de 1% sur la masse salariale (74%) et 63% des répondants pensent qu'il est possible de réaliser les promesses des deux partis sur la réduction du rôle de l'État.

Une formule de Johnson mal comprise par tout le monde

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Bécancour — Pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, le premier ministre du Québec Daniel Johnson a livré un commentaire sur les sondages, en faisant valoir que «le nombre d'indécis est actuellement supérieur à l'écart entre les deux partis».

M. Johnson ne faisait pas spécifiquement référence au sondage *LE DEVOIR-TVA-The Globe and Mail*, dont il avait sûrement pu prendre connaissance à 18 h à TVA, mais il voulait ainsi qualifier l'attitude de Jacques Parizeau, qui discute déjà de son prochain Conseil des ministres.

«A ce stade-ci, fait-il savoir, M. Parizeau fait preuve de prétention. Un chef de parti responsable, sérieux, crédible parle de son Conseil des ministres seulement une fois élu.»

Par ailleurs, M. Johnson a livré une hier profession de foi qui pouvait marquer son sentiment propre nationaliste, en affirmant que «si je peux concevoir qu'on peut être Québécois sans être Canadien, je ne peux pas concevoir qu'on puisse être Canadien sans être Québécois.»

La formule a aussitôt suscité de savantes exégèses chez les journalistes qui suivent la tournée libérale, et qui jonglaient avec différentes interprétations. La confusion était telle que Daniel Johnson est revenu en début de soirée auprès des médias pour

mieux expliquer sa position. «Pour moi, c'est le Québec d'abord, explique-t-il. Je suis le premier ministre du Québec, je suis engagé comme Québécois depuis 50 ans. Ce sont mes sentiments profonds. Je ne peux concevoir d'être Canadien sans être Québécois, et mon choix pour les Québécois c'est l'appartenance à une union économique canadienne. C'est la meilleure voie.»

A moins d'une semaine des élections, les déclarations du premier ministre apparaissent comme une nouvelle tentative pour convaincre les Québécois francophones de sa capacité à défendre leurs intérêts.

Le chef libéral visitait en après-midi une résidence de personnes âgées à Montréal-Nord dans le comté de Bourassa, histoire de donner un coup de pouce à son candidat-vedette Yvon Charbonneau.

Devant cet auditoire de personnes âgées, le premier ministre s'est voulu rassurant, mais il a subtilement évoqué les menaces que peut représenter l'élection possible du Parti québécois.

«Ce qui nous réunit aujourd'hui, dit-il d'emblée, c'est cette continuité qu'il faut assurer au Québec: conserver nos traditions, nos talents, nos énergies pour qu'on puisse vivre dans un milieu qui facilite le passage d'une génération à l'autre.»

Il a ajouté que seul le Parti libéral pouvait garantir la «prévisibilité des changements» qui se produisent au Québec, changements qu'il ne faut pas laisser au «hasard».

Son candidat dans Sauvé, le député Mar-

cel Parent, s'est fait plus direct, dans une déclaration qui ressemblait fort à une sonnette d'alarme: «Il y a un danger d'élire le Parti québécois, lance-t-il. Il ne faut pas se laisser convaincre par les sondages. Il reste encore une semaine (avant le vote). Il ne faut pas jouer avec l'avenir de nos enfants et nos petits-enfants.»

L'appel à l'avenir des enfants et des petits-enfants est un appel classique en campagne électorale, auquel plusieurs personnes âgées sont sensibles. Marcel Parent a enfoncé le clou en prévenant les électeurs que dans la présente élection, «on ne vote pas pour un nouveau gouvernement, on vote pour garder la société qu'on a construite pour nos enfants.»

Le premier ministre a effectué un tour de bicyclette avant de jouer à la pétanque, mais sous ses dehors décontractés il entend aussi mettre les bouchées doubles cette semaine, se concentrant dans les comtés où le résultat du vote apparaît encore serré.

Le premier ministre s'adressait en soirée aux membres de la Chambre de commerce de Bécancour, et cette semaine il fera entre Montréal et Québec, en passant par Sherbrooke et la Montérégie. Il multipliera les entrevues aux médias électroniques, pour s'assurer que son message passe bien.

Après une visite aujourd'hui dans la région de Sherbrooke, il revient à Montréal ce soir pour se soumettre aux questions de *Musique Plus*, comme ce fut le cas avant lui pour Jacques Parizeau et Mario Dumont.

La Coalition Solidarité Santé veut des réponses

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

À moins d'une semaine des élections, insatisfaite des engagements des partis politiques en matière de santé, la Coalition Solidarité Santé veut des réponses claires à des questions précises sur la gratuité des soins, la médication, les effectifs médicaux et la régionalisation des budgets de l'État.

La Coalition, qui existe depuis deux ans, regroupe 22 associations syndicales et populaires qui toutes, s'inquiètent du virage que prend le gouvernement en matière de santé et de services sociaux, notamment en ce qui a trait aux «privatisations sournaises».

Les péquistes ont pris des engagements à ce sujet le 20 août dernier, mais ils ont parlé d'universalité et d'accessibilité, et non pas de gratuité.

«Ces engagements ne sont pas assez clairs pour nous», a dit hier l'une des porte-parole de la Coalition, Gisèle Bérubé, qui représente les aînés du Québec.

Les politiciens «se réfugient derrière des réponses évasives à des questions de fond, ajoutent-elles, ils tournent autour du pot». Et ils évitent de prendre des engagements fermes.

Parmi les questions «fondamentales» dont la Coalition veut entendre parler d'ici la fin de la campagne, il y a la révision du mode de rémunération des médecins. Les effectifs médicaux sont en ef-

fet «hors de contrôle», dit la Coalition, notamment à cause du paiement à l'acte qui favorise les interventions multiples chez les médecins et accroît les coûts globaux du système. Sans aller jusqu'à prôner le salariat pour nos médecins, Louise Blain, de la Fédération des ACEF, croit qu'il y aurait lieu de penser à une «formule mixte».

De 30 à 40 millions\$ pourraient aussi être sauvés si l'État décide d'acheter les médicaments au plus bas prix. Cette année, le coût des médicaments remboursés par Québec a augmenté de 10%, une hausse injustifiée selon la Coalition. «Il doit y avoir un contrôle là-dessus, notamment en achetant systématiquement des médicaments génériques», a dit Mme Blain.

Les privatisations n'ont guère fait l'objet de débats au cours de cette campagne et pourtant, dit la Coalition, elles sont dangereuses et non rentables.

Par exemple, en Ontario, où l'on a privatisé les laboratoires, il en coûte maintenant deux fois plus à l'État pour simplement les faire fonctionner, a dit Francine Genest, de l'Association professionnelle des technologues médicaux du Québec.

La Coalition s'oppose aussi bien sûr au ticket modérateur de 2\$ sur les médicaments imposé aux aînés. Cette mesure touche les plus démunis de cette société, dit Gisèle Bérubé. «Ce sont les plus pauvres, et seulement eux, qui se retiennent maintenant d'acheter leurs médicaments.»

La tournée des chefs

Le chef du Parti libéral et premier ministre Ldu Québec, Daniel Johnson, poursuit aujourd'hui sa campagne électorale à Sherbrooke et Montréal. Son adversaire Jacques Parizeau fera campagne à Québec, dans le Bas du Fleuve et en Gaspésie. Le chef de l'Action dé-

mocratique, Mario Dumont, sera quant à lui dans la circonscription de Rivière-du-Loup.

Quant au chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, il fera campagne dans les circonscriptions de Rosemont, Bourassa et St-Henri-St-Anne.

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

UN SUCESSEUR À WOERNER

Copenhague (AFP) — Le Parti social-démocrate danois au pouvoir est en faveur de la désignation du Norvégien Thorvald Stoltenberg au poste de secrétaire général de l'OTAN, a-t-on appris hier auprès du parti. Le choix de M. Stoltenberg n'a pas été discuté officiellement lors de la réunion annuelle du Parti, dimanche dernier à Herning (Jutland), mais plusieurs sociaux-démocrates influents ont avoué leur préférence pour l'actuel médiateur de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie. «M. Stoltenberg est le candidat officiel du gouvernement» a indiqué au quotidien Det Fri Aktuelt, Mme Ritt Bjerregaard, porte-parole du parti pour la politique étrangère. Le secrétaire général de l'OTAN Manfred Woerner est décédé le 13 août des suites d'un cancer. Le secrétaire général adjoint, Sergio Balanzino, assure actuellement l'intérim des fonctions de M. Woerner. Le processus de désignation du successeur de M. Woerner devrait débuter dans les prochains jours. Le premier Conseil de l'Atlantique Nord après la trêve estivale aura lieu vendredi, réunissant les ambassadeurs des Etats membres.

LE TRAVAIL REPEND AU NIGERIA

Lagos (Reuters) — La plupart des ouvriers du pétrole, au Nigeria, ont repris leur travail, hier, après deux mois de grève, ont annoncé des responsables de l'industrie pétrolière. Milton Dabibi, ancien secrétaire général du syndicat de cadres Pengassan mais qui, semble-t-il s'exprime toujours en son nom, a fait savoir que les dirigeants syndicaux renvoyés par le gouvernement militaire, dont il fait partie, ont entamé une réunion pour prendre une décision sur l'avenir de la grève. Ces différents responsables des syndicats du pétrole semblent divisés sur l'issue à donner au mouvement de grève, déclenché pour réclamer la libération du leader de l'opposition Moshood Abiola. Par ailleurs, le général Sana Abacha, l'homme fort du pays, a à nouveau réclamé un retour au calme et a demandé aux forces armées de rester unies face à la grève qui tente de déstabiliser le régime en place.

MITSOTAKIS EN DANGER

Athènes (Reuters) — Une commission d'enquête a demandé hier au Parlement grec d'engager des poursuites contre l'ex-premier ministre, Constantinos Mitsotakis, pour corruption présumée lors de la vente de l'entreprise publique de ciment Agat Heracles en 1992. La commission parlementaire a remis au président de l'assemblée, Apostolos Kaklamanis, une pétition visant à faire juger Mitsotakis et deux de ses anciens ministres par une haute cour, a-t-on rapporté de source autorisée. Kaklamanis doit fixer une date dans un délai d'un mois pour l'organisation d'un débat et d'un vote sur la levée de l'immunité de Mitsotakis en vue de son procès. Le Parlement, où les socialistes au pouvoir disposent de la majorité absolue, s'est déjà prononcé pour la mise en accusation de Mitsotakis dans une affaire distincte concernant des écoutes illégales. Mitsotakis est accusé d'avoir accepté 22,5 millions de dollars de pots-de-vin lors de la vente de la firme Heracles à la société italienne Calcestruzzi.

KADHAFI DISTRIBUE DE L'ARGENT

Tripoli (Reuters) — Le colonel Mouammar Kadhafi a annoncé hier l'attribution chaque année à un million de Libyens d'un demi-milliard de dollars provenant des revenus pétroliers du pays. «Cent mille familles d'une dizaine de membres en moyenne recevront environ 5000 dollars chaque année sur leur compte en banque à compter de maintenant», a déclaré le «guide de la révolution» libyenne. Il ne s'agit que d'un premier pas vers la distribution générale de tous les revenus tirés du pétrole, a annoncé Kadhafi. Il avait promis l'an dernier de les partager entre tous les Libyens — ils sont cinq millions — mais a précisé hier que seules les familles à bas revenus bénéficieraient pour le moment de cette manne. Les revenus pétroliers libyens sont estimés pour 1993 à cinq ou six milliards de dollars.

UN MEMBRE DU DJIHAD ARRÊTÉ

Jérusalem (Reuters) — Le groupe intégriste du Jihad islamique a revendiqué hier la responsabilité d'un attentat contre une patrouille israélienne qui a fait un mort et deux blessés la veille au soir près d'une colonie juive de la zone autonome de Gaza. Hostile à l'accord sur l'autonomie palestinienne, le Jihad souligne dans un communiqué que l'opération vient réaffirmer la réalité de notre lutte sainte (...) et le choix du sang et du martyre jusqu'à la libération de la terre de Palestine. Ce coup de main a suscité une mise en garde du premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, qui a affirmé qu'Israël serait amené à revoir l'application de l'accord d'autonomie faute d'une action ferme et efficace de l'Autorité palestinienne pour mettre fin à la terreur des extrémistes opposés au processus de paix. Le chef de la police autonome palestinienne à Gaza, le général Ghazi al Djabali, a annoncé qu'un suspect avait été arrêté après l'attentat et qu'il encourrait toute la rigueur de la loi.

TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE UN MAGAZINE CUBAIN

Miami (AFP) — Deux cocktails Molotov n'ayant pas explosé ont été découverts dans le quartier hispanique de Little Havana à Miami devant les bureaux d'un magazine favorable au dialogue entre les Etats-Unis et Cuba, a annoncé hier la police. Les deux engins explosifs ont été désamorçés dimanche matin par des unités spécialisées de la police de Miami. L'organe de presse visé, *Replica*, publié en espagnol, prône l'ouverture de négociations entre Washington et la Havane et la levée de l'embargo des Etats-Unis appliqué à l'encontre de Cuba depuis 32 ans. Une tension est perceptible depuis plusieurs semaines dans ce quartier de Little Havana — où vivent quelque 600 000 personnes d'origine cubaine — entre partisans et opposants d'un dialogue entre les gouvernements américain et cubain. Max Lesnik, éditeur de *Replica* a estimé que cette tentative d'attentat contre son journal était l'oeuvre d'éléments extrémistes au sein de la communauté cubaine en exil. Par ailleurs, la quatrième journée de pourparlers américano-cubains sur les questions d'immigration s'est achevée hier à New York sans accord apparent au bout d'une heure d'entretiens qui devaient reprendre vraisemblablement aujourd'hui, a annoncé un porte-parole américain.

Londres et Dublin tentent de convaincre les milices protestantes de déposer les armes

Les loyalistes seraient prêts à un cessez-le-feu

Belfast (AFP) — Les gouvernements britannique et irlandais tentaient toujours hier de convaincre les milices loyalistes d'Irlande du Nord de suivre l'exemple de l'IRA et de déposer leurs armes.

Le ministre irlandais des Affaires étrangères, Dick Spring, devait s'entretenir hier soir à Belfast avec le ministre britannique à l'Irlande du Nord, Patrick Mayhew, leur première rencontre depuis le cessez-le-feu de l'IRA.

Au centre de la rencontre : comment faire avancer le processus de paix. M. Spring, qui rentre des Etats-Unis où il a rencontré le président Bill Clinton, devait mettre Sir Patrick au courant de la façon dont le premier ministre irlandais, Albert Reynolds, va mener ses prochains entretiens avec les leaders des partis politiques d'Ulster et d'Irlande, dont le président du

Sinn Fein, l'aile politique de l'IRA, Gerry Adams.

Le Sinn Fein a annoncé que Gerry Adams préparait une nouvelle visite aux Etats-Unis, où il pourrait se rendre avant la fin de l'année. Aucun visa n'a été demandé.

A Belfast, la tension était remontée dimanche soir avec l'attentat à la voiture piégée devant les locaux du Sinn Fein revendiqué par l'une des deux principales milices paramilitaires protestantes, la Force des Volontaires de l'Ulster (UVF).

L'attentat, qui n'a pas fait de blessé, a été condamné par Londres et Dublin, le ministre irlandais des Affaires étrangères, Dick Spring, demandant aux milices de mettre fin à la violence «le plus rapidement possible».

«Nous espérons que le cessez-le-feu de

l'IRA serait suivi d'une action réciproque de la part des paramilitaires loyalistes. Mais cela n'est manifestement pas sur le point d'arriver et nous devons continuer à travailler pour l'obtenir le plus rapidement possible», a déclaré M. Spring.

Le Sinn Fein a réagi avec modération à l'attentat, qu'il a qualifié de «tentative grossière pour faire dérailler le processus de paix». Celle-ci va échouer car «les Républicains ne vont pas réagir» et «les escadrons de la mort loyalistes ne réussiront pas à nous détourner du processus», a dit Tom Hartley, responsable du Sinn Fein à Belfast.

Les observateurs n'excluaient pas hier que la bombe puisse être le prélude à l'annonce d'un cessez-le-feu des loyalistes. Il est courant en effet qu'une démonstration de force devance l'annonce d'un assouplissement, comme l'a récemment prouvé

l'IRA avant d'annoncer la cessation des opérations militaires.

M. Chris Hudson, un syndicaliste irlandais qui a eu la semaine dernière des contacts avec des proches de l'UVF, a fait état hier d'un «optimisme prudent» sur l'éventualité d'un cessez-le-feu des extrémistes protestants.

Ses interlocuteurs «sont optimistes sur le fait qu'ils pourraient obtenir la fin des actions violentes du côté loyalistes», a-t-il expliqué tout en remarquant que des difficultés pourraient subsister du côté de l'UFF (Les Combattants pour la Liberté de l'Ulster), l'autre milice paramilitaire protestante, considérée comme plus extrémiste.

Côté républicain, l'INLA (Armée nationale de libération irlandaise), née d'une dissidence de l'IRA, pourrait annoncer un cessez-le-feu dès cette semaine.

FRANCE

Carlos refuse de répondre aux questions du juge

Paris (Reuters) — Carlos, qui juge sa détention en France parfaitement illégale, a refusé hier de répondre aux questions du juge Jean-Louis Brugière et a demandé sa remise en liberté, a-t-on appris de source proche du dossier.

«Cela été un véritable monologue», a résumé l'un de ses avocats, Me Mourak Oussedik, à l'issue de la première audition sur le fond du terroriste vénézuélien depuis sa livraison à la France par le Soudan le 15 août dernier.

«Notre client a déclaré qu'il avait déposé une requête en nullité de procédure et qu'il attendait que la justice se prononce définitivement pour participer au jeu de l'instruction», a renchéri Me Jacques Vergès, son autre défenseur.

Carlos, qui était vêtu d'une veste grise à fines rayures blanches portée sur une chemise blanche, avec une écharpe jaune jetée autour du cou, est entré tout sourire, à 14h40, dans le bureau du juge avec un carnet de mots croisés dans sa poche.

Il l'a quitté vers 17h30 pour regagner sa cellule de la prison de la Santé.

Selon Me Vergès, le face à face entre son client et le juge s'est déroulé dans une «ambiance courtoise», Carlos n'ayant pu s'empêcher de plaisanter tout en éludant la trentaine de questions du magistrat.

Les défenseurs du Vénézuélien ont précisé que les questions du juge portaient sur les activités de Carlos en 1993 et 1994 et sur l'attentat de la rue Marbeuf à Paris en 1982, seul dossier pour lequel il a été mis en examen depuis sa détention.

Ligoté, drogué, cagoulé

Le magistrat dispose également des dossiers concernant les attentats de la gare Saint-Charles à Marseille et du train le Capitole ainsi que le triple assassinat de la rue Toullier en 1975. Carlos a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par contumace pour ce crime.

La chambre d'accusation doit se réunir «dans les prochains jours» pour examiner la requête de Carlos. S'ils n'obtiennent pas gain de cause, ses avocats comptent se pourvoir en cassation puis se porter devant la cour de justice européenne.

Carlos, de son vrai nom Illitch Ramirez Sanchez, avait été remis à la France par le Soudan dans des conditions que le gouvernement a couvert par le «secret défense».

Dans sa requête à la chambre d'accusation, il demande à la Cour d'appel de «constater la nullité de sa livraison concertée entre le gouvernement de la République Française et celui de la République du Soudan, en conséquence (d') ordonner sa libération immédiate».

Dans une lettre au juge Brugière, dont Reuter a eu la teneur, il interpelle directement le magistrat : «Vous vous apprêtez à me mettre en examen et à m'interroger mais une question préjudicielle se pose : à quel titre suis-je devant vous ? J'étais à Khartoum, capitale du Soudan, quand des policiers soudanais m'ont interpellé, ligoté, drogué, cagoulé et remis à des policiers français. Embarqué de force par ceux-ci dans un avion militaire français, j'ai été débarqué sur l'aéroport de Villacoublay où la police française m'a mis officiellement en état d'arrestation, interrogé, conduit à la prison de la Santé et tenu à votre disposition».

Lueur de paix au Sri Lanka

Colombo (AFP) — Le gouvernement sri-lankais et les séparatistes tamouls du LTTE ont chacun de leur côté fait de nouveaux pas sur la voie d'un règlement du conflit qui ensanglante le pays depuis plus de dix ans, mais la route vers la paix reste longue.

Des responsables gouvernementaux ont indiqué hier que les autorités sri-lankaises envisageaient de relâcher des détenus tamouls et de rétablir la fourniture d'électricité à la péninsule de Jaffna (nord du pays), tenue par les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), dans un nouveau «geste de bonne volonté» à l'égard des Tigres.

Ceux-ci avaient répondu pendant le week-end aux ouvertures du nouveau gouvernement sri-lankais, dirigé par Mme Chandrika Kumaratunga, en relâchant 10 policiers qui étaient aux mains des Tigres depuis quatre ans. A cette occasion, le chef redouté des Tigres, Vellupillai Prabhakaran, a fait savoir dans un message qu'il était prêt à un cessez-le-feu et à entamer des négociations avec le gouvernement. Depuis l'arrivée à la tête du gouvernement de Mme Kumaratunga, le 19 août, seuls des porte-parole avaient exprimé le point de vue des Tigres.



Deux Casques bleus danois ont installé des barbelés hier dans le stade de Zetra, à Sarajevo, en prévision de la visite du pape Jean-Paul II jeudi. Dimanche, les Casques bleus avaient essuyé des tirs lors de travaux similaires.

BOSNIE - HERZÉGOVINE

La sécurité du pape n'est pas assurée, dit l'ONU

Sarajevo (Reuters) — La Force de protection des Nations unies en Yougoslavie estime que la vie du pape Jean Paul II sera en danger lors de la visite qu'il prévoit de faire jeudi à Sarajevo.

Le souverain pontife a déclaré samedi qu'il maintenait sa visite dans la capitale bosniaque malgré les craintes pour sa sécurité personnelle.

Mais son nonce apostolique, Francesco Monterisi, a reconnu dimanche à Sarajevo qu'il y avait «encore certaines difficultés et qu'aucune décision définitive» n'avait encore été prise.

De source informée, on pense que le Vatican attendra jusqu'au dernier moment pour confirmer ou annuler la venue du Saint Père.

Selon un responsable de la FORPRONU qui souhaite conserver l'anonymat «la vie du pape sera en danger et celle de son entourage tout autant».

L'avion pontifical doit atterrir et décoller sur un aéroport de Sarajevo certes aux mains des Casques bleus mais à portée des canons serbes et musulmans.

Le souverain pontife pourrait en outre être la cible de tireurs isolés lorsqu'il circulera en ville et y célébrera une messe en plein air.

Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, s'est refusé à garantir la sécurité du pape en affirmant redouter un attentat des Musulmans dont ils attribueraient la responsabilité aux Serbes.

«Je prie Dieu le père avec beaucoup de ferveur pour une issue favorable à mon voyage pastoral à Sarajevo», a déclaré dimanche le pape à Castel Gandolfo.

Mais le souverain pontife a ajouté avoir foi dans la Vierge Marie, et non dans les hommes, pour ce qui concerne sa sécurité durant son séjour dans la capitale bosniaque.

Durs combats en Tchétchénie

Les troupes russes en état d'alerte

Moscou (Reuters) — Les forces du dirigeant tchétchène Djokhar Douaïev ont pris hier le contrôle du bastion rebelle d'Argoun alors que les combats s'intensifient dans cette région sécessionniste située au sud de la Russie.

A Moscou, le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, a annoncé que les troupes russes stationnées dans les régions voisines de la Tchétchénie avaient été placées en alerte maximum pour empêcher une propagation du conflit dans cette zone.

Il a précisé à l'agence de presse russe Itar-Tass que ces «mesures très graves» — avec notamment un contrôle renforcé des routes et du trafic aérien — devaient également permettre de parer à toute provocation de l'aviation tchétchène.

Les agences russes ont fait état de lourdes pertes, au moins 15 morts, dans les deux camps au cours des affrontements livrés depuis dimanche autour de la ville d'Argoun, située à 15 km à l'est de Grozni, la capitale tchétchène.

La ville était jusqu'ici aux mains des troupes de Rouslan Labazanov.

Ce chef milicien hostile à Djokhar Douaïev dirige l'un des mouvements les mieux organisés de la région. Sa défaite montre que le leader tchétchène dispose d'une force de frappe redoutable et d'hommes encore mieux organisés.

Selon des représentants du Conseil provisoire (mis sur pied par l'opposition) cités par Itar-Tass, les forces fidèles à Douaïev ont fait usage d'unités d'artillerie, de blindés et d'avions de combat dans leur offensive contre Argoun.

Labazanov, ancien garde du corps de Douaïev, s'est enfui d'Argoun avec ses principaux partisans, rapporte Itar-Tass en citant l'agence tchétchène de presse (officielle).

Djokhar Douaïev, ancien général de l'armée de l'air soviétique, a proclamé l'indépendance de sa petite république en 1991 et s'oppose depuis à la politique de la Russie.

É D I T O R I A L

L'ONU antinataliste

François Brousseau

La licence sexuelle occidentale contre la modestie des mœurs orientales. La laïcité triomphante contre la spiritualité salvatrice. La souveraineté nationale contre «l'impérialisme contraceptif», qui consisterait en l'occurrence à déverser sur les trop prolifiques populations du Sud des milliards de préservatifs subventionnés. Peut-être plus que tout autre grand forum international du genre, la conférence sur la population organisée par l'ONU provoque un choc culturel et politique de première grandeur.

À la veille de cette grande conférence ouverte hier au Caire, réunis dans une étrange alliance tactique, la hiérarchie catholique romaine et les oulémas musulmans — ou du moins un certain nombre d'entre eux — ont un leurs voix pour dénoncer «l'impérialisme occidental» qui prône l'amour libre, l'avortement sur demande, la famille élargie, l'éducation contraceptive systématique, et plus généralement une conception «matérialiste, égoïste et hédoniste» de la vie.

Certes, l'Eglise a parfaitement le droit de prescrire tel ou tel comportement à ses ouailles, de demander à ses fidèles de ne pas utiliser de contraception artificielle, ou encore de leur refuser l'avortement. Elle peut même, au nom de ce qu'elle estime être son devoir social, intervenir dans le débat public et donner son avis sur les affaires de la Cité. Mais elle doit alors le faire en tant qu'acteur extérieur, égal aux autres, rigoureusement séparé de la vie politique.

Aujourd'hui, alors que l'Occident désenchanté, largement passé à l'indifférence religieuse, se trouve saisi d'un vide spirituel vertigineux que viennent combler les sectes, gourous et anges gardiens, une autre partie du monde verse dans l'extrême opposé, qui a pour nom intégrisme.

Hypocrisie ou modestie authentique, tentation totalitaire ou légitime réflexe de pudeur: devant la permissivité qui caractérise les productions culturelles de l'Occident, devant les modèles que propagent le cinéma et la publicité euro-américains sur la scène mondiale, le malaise est réel, du Caire à Manille en passant par Dacca. La conférence du Caire sur la démographie, c'est aussi cette collision idéologique du Nord et du Sud, ce face-à-face de la raison laïque, supposée universelle, et de dogmes religieux vivaces.

La censure qu'a tenté d'imposer l'Eglise catholique sur la conférence, et la manière forte qu'elle a employée, risquent pourtant de rejeter dans l'ombre le bien-fondé — ou du moins l'intérêt pour fins de discussion — de certaines de ses critiques.

Selon le document préparatoire de l'ONU, cible des foudres vaticanes, le mal absolu réside dans une croissance démographique qu'il importerait de freiner par tous les moyens ou presque. Faux, réplique le Vatican. La petite Hollande avec ses 380 habitants au kilomètre carré vit infiniment mieux que l'immense Tchad et ses trois habitants au kilomètre carré. La dégradation de l'environnement et des ressources naturelles est au moins autant le fait d'un certain type de développement, que du nombre d'être humains qui se déploient sur un territoire. Et le Saint-Siège a beau jeu de rappeler les pratiques odieuses de la Chine, avec ses cortèges de stérilisations forcées. Alors, la dénatalité: un objectif primordial, indispensable, préalable à tout le reste? Cela se discute...

Quant à la relation statistique entre croissance économique, progrès des femmes et baisse de la natalité, elle semble difficilement contestable. Pourtant, l'ordre dans lequel ces facteurs influent les uns sur les autres n'est pas évident. Le Vatican, une fois

de plus, en profite pour enfoncer un coin. Il est des sociétés, fait-on enfin valoir, où la famille nombreuse reste une valeur positive et où toute attaque contre cette valeur est perçue comme une agression...

Tout ces arguments n'invalident pas nécessairement une politique volontariste de réduction de la natalité, qui passerait notamment par la promotion de l'égalité entre les sexes, dans une approche qui respecterait la souveraineté et les traditions nationales.

Dans la rhétorique vaticane, un fait curieux ressort de plus en plus. Quinze ans après sa croisade anticommuniste qui fit tant bouger les choses en Pologne et à l'Est, et classa le Saint-Siège «à droite» dans l'échiquier politique conventionnel, aujourd'hui l'Eglise de Karol Wojtyła se réaligne «à gauche», du côté du tiers-mondisme militant, pour faire avancer ses thèses. Elle le fait même ces jours-ci au prix d'une alliance bizarre avec les islamistes, fût-elle conjoncturelle et superficielle.

L'ironie, c'est qu'en sautant à pieds joints dans la politique, en tentant de faire passer ses dogmes «au nom de la dignité et de la souveraineté des peuples du Sud en proie à l'impérialisme idéologique du Nord», l'Eglise quitte le terrain du sacré pour tomber dans l'argumentation politicienne, voire l'entourloupette rhétorique... Et sur ce terrain, elle est tenue de respecter la règle du jeu, qui est séculière et civile.

L'autre problème de l'Eglise, c'est que ses prescriptions paraissent de moins en moins suivies par ses ouailles.

On se déclare catholique, on va parfois à la messe... mais en même temps on prend la pilule et on admet la sexualité prémaritale. Le Vatican fulmine, mais rien n'y fait. Il s'agit d'un problème immense, celui de la collision frontale de l'Institution avec la «modernité».

L'Eglise n'a pas tort lorsqu'elle critique la prétention occidentale à fournir les seules vérités, non seulement en matière d'économie (libérale) ou de politique (démocratie pluraliste), mais également en matière de mœurs. S'en prenant à l'universalité de la raison laïque telle qu'elle s'avance aujourd'hui, elle met le doigt sur un problème réel: la confusion d'un monde qui a perdu ses repères spirituels...

Mais la vérité, c'est que le fameux document préparé pour la conférence de l'ONU, à mille lieues de la «propagande du libertinage» que dénoncent les islamistes à hauts cris, paraît bien prudent. Il n'y est nulle part question de promouvoir l'avortement, et on y reste évasif sur les politiques spécifiques de contrôle de la natalité.

Tout au plus les agences internationales, largement financées par les États-Unis et l'Europe, se déclarent-elles prêtes à déboursier quelque 23 milliards de dollars canadiens d'ici l'an 2000, pour implanter des programmes d'éducation adaptés aux différents pays receveurs.

La journée d'hier au Caire l'a bien montré: il y a bien un affrontement culturel entre sensibilités divergentes. Mais sur le parterre de la conférence, la politique et la diplomatie reprennent vite leurs droits: les susceptibilités du tiers monde seront préservées, car les dirigeants occidentaux tiennent au consensus. Mais de là à régler réellement le problème de la surpopulation au Sud...

L E T T R E S

Rêver l'impossible

Le Sénateur Rivest trouve légitimes les inquiétudes des Québécois face à une certaine évolution centralisatrice du fédéralisme. Il maintient pourtant que l'option canadienne est toujours le meilleur choix. Il soutient que le renouvellement du fédéralisme fait toujours partie du projet politique de M. Johnson.

Cher Sénateur, vous qui aimez Jacques Brel, vous rêvez l'impossible rêvé.

Le Parti Libéral du Québec a dit adieu à ceux et celles qui croyaient au renouvellement du fédéralisme lors du congrès qui a ratifié l'innombrable feuille de chou négociée par Bourassa à Charlottetown.

Vous déclarez: «Trudeau et Parizeau, l'obligation péremptoire faite au peuple québécois de choisir.» Votre propos me rappelle les miens lorsque j'ai quitté le congrès. Ceux et celles qui avaient toujours cherché un chemin mitoyen entre l'extrémisme des Trudeau et Parizeau devenaient ce jour-là des orphelins de la politique.

Maintenant, où était Johnson pendant la débâcle? Qu'at-il fait depuis? Il n'a rien fait qui puisse rassurer les «non-branchés». Nous constatons une absence de volonté totale de sa part en regard des revendications traditionnelles du Québec, et une satisfaction évidente d'avoir débarrassé le Parti libéral du Québec de son aile nationaliste.

Je considère qu'il y a moins de danger pour le Québec à voter PQ que de confirmer, aux yeux de tout le Canada, que le Québec est satisfait des fins de non-recevoir reçues depuis la fin de Meech.

Vous êtes d'avis que choisir le

Québec et le Canada constitue une idée engageante et prometteuse. J'en suis. Mais voter pour le Parti libéral dans l'état où il se trouve aujourd'hui c'est voter contre le Québec et pour un Canada qui ignore le sens réel du pacte confédératif de 1867.

Jean-Carl Hudon, avocat

Ex-agent officiel PLQ et du PCC

St-Sulpice, 25 août 1994.

La responsabilité du chercheur

Aux grandes promesses succèdent parfois de grandes déceptions. Dans une lettre publiée par Le Devoir (9 août 1994, «La science impuissante»), M. François Beaulé indique avec justesse que pour avoir beaucoup promis — la santé, la jeunesse perpétuelle, le SIDA radié, la pauvreté à jamais bannie de la planète — la science n'a pas su livrer. Si les scientifiques se doivent de plaider coupable sur ce point, il faut espérer qu'ils ne se laisseront pas gagner par l'esprit abattu de M. Beaulé.

Avec tout autant de justesse, M. Beaulé écrit que la crise qui nous assiege est surtout morale. Il constate que la route facile des solutions techniques couvre l'abcès sans le crever. Nous commencerons à nous guérir dès que la responsabilité individuelle guidera nos discussions sur le sida, sur ce que nous voulons de la santé, sur la façon de mourir, sur notre tolérance de la pauvreté dans nos villes et dans le monde. La rançon de notre liberté est de nous savoir sans excuse.

On ne peut demander à la science d'être plus morale que la société qui lui donne permission d'agir. Il est légitime cependant d'exiger que la science continue de faire ce qu'elle

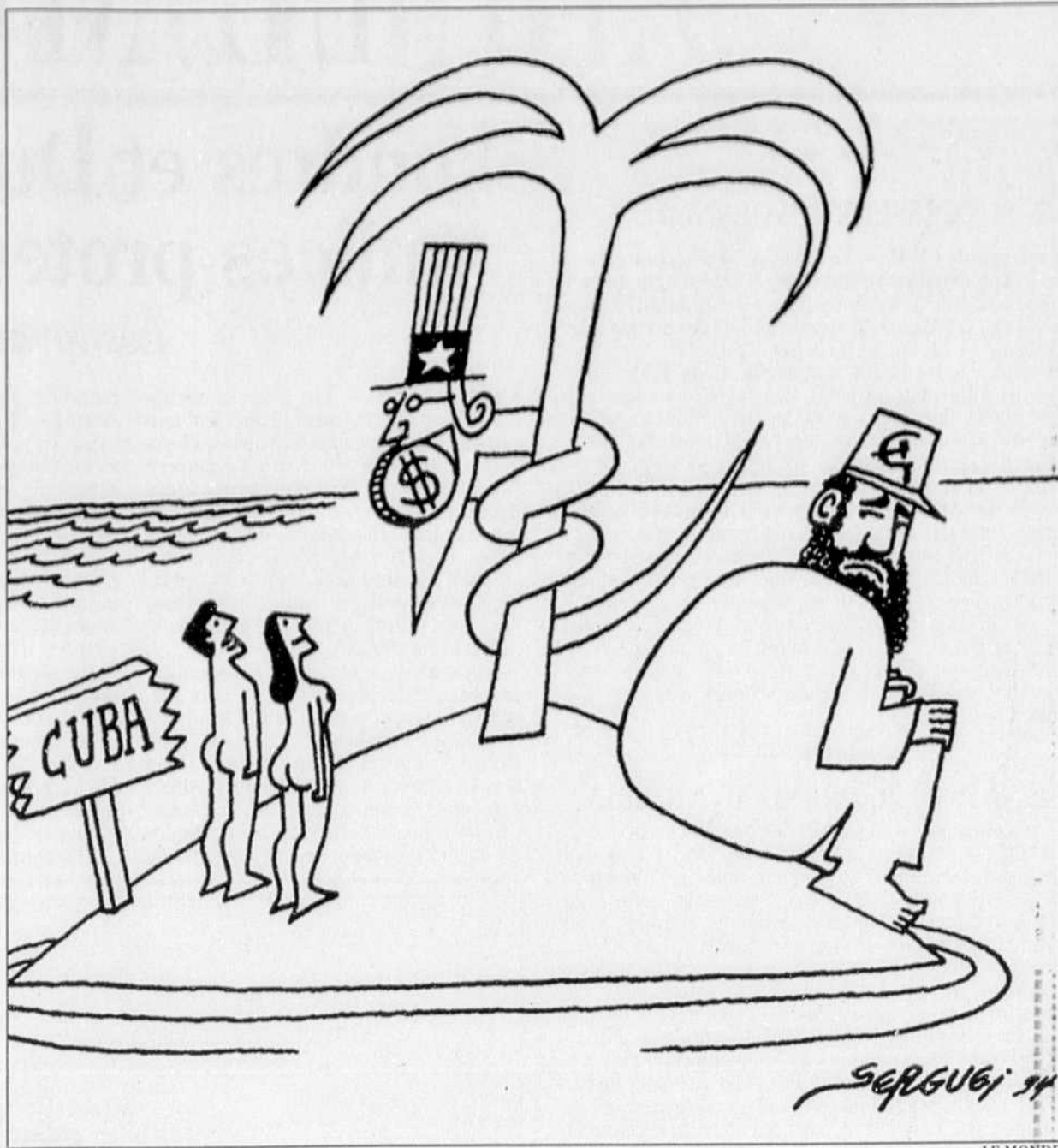
sait faire de mieux: chercher le comment et le pourquoi des choses. S'il y a quelque moralité supérieure, elle réside sûrement du côté de chercher, d'ébaucher des solutions, et de résister à l'attitude du «à quoi bon» que professe M. Beaulé. La responsabilité individuelle du chercheur est là.

Wilfrid Noël Raby, Ph. D., M.D.
Médecin-chercheur, Université Columbia, New York, U.S.A. Rouyn-Noranda, 24 août 1994

Le texte de la déclaration

L'élection du PQ signifierait-elle que le Québec est désireux d'accéder au statut d'État souverain? Pour la plupart des électeurs, il semble que non. C'est plutôt le référendum qui décidera de cela. Mais le PQ voit les choses d'un autre oeil. Jacques Parizeau a expliqué que le Parti québécois ferait adopter par l'Assemblée nationale, dès qu'il sera élu, une déclaration solennelle affirmant la volonté du Québec d'accéder à sa pleine souveraineté. Alors que dire? L'adoption d'une telle résolution alors même que les sondages ne montrent qu'une adhésion de 42 % au projet souverainiste serait-elle un abus de pouvoir? A quoi sert au juste cette déclaration solennelle? Attirerait-elle inutilement sur le Québec l'attention des autres pays du monde? De quoi aurons-nous l'air après un non au référendum? Il nous faut des réponses à ces questions avant de voter. Il faut aussi avoir le texte de la déclaration solennelle. Cela nous donnerait la mesure des intentions du chef péquiste.

Alice Langevin
Laval, 25 août 1994



LE MONDE

L'inadmissible statu quo

Il se trompent lourdement ceux qui s'imaginent que la réélection des libéraux de Daniel Johnson provoquerait une sorte de pause dans l'affrontement qui se poursuit depuis maintenant plus d'un quart de siècle sur la question du statut politique du Québec.

Le statu quo constitutionnel que d'aucuns appellent de leurs vœux sous prétexte de relance de l'économie est une pure illusion. Ceux qui croient en un tel moratoire oublient simplement une donnée majeure. Un nouveau gouvernement libéral est en place depuis peu à Ottawa et son chef, Jean Chrétien, ne cache aucunement sa volonté d'intervenir avec force dans plusieurs champs de compétence exclusive des provinces dans le but avoué d'imposer des politiques et des normes dites «nationales», et dans celui non-avoué mais tout aussi réel de saper l'État québécois. Notamment dans les programmes sociaux, en éducation et en santé, les projets centralisateurs du fédéral sont fin prêts. Leur «enclenchement» a été sciemment retardé à cet automne afin de ne pas mettre Daniel Johnson dans l'embarras et afin de ne pas compromettre, espérait-on, ses chances de réélection.

Qu'on ne se leurre surtout pas avec les récentes déclarations opportunistes des premiers ministres provinciaux quant à leur pseudo-volonté de s'opposer à ces nouvelles intrusions fédérales. Il ne se passera pas beaucoup de temps avant que le Québec ne se retrouve comme toujours isolé dans son combat pour préserver ses pouvoirs spécifiques.

Qu'on ne s'illusionne pas non plus sur le soi-disant virage nationaliste amorcé en fin de campagne par un Daniel Johnson aux abois. Bien naïf celui qui compte sur ce fédéraliste pur et dur pour contrecarrer les voraces appétits de Jean Chrétien.

Dans un tel contexte, il ne faudra rien de moins que la détermination conjuguée d'un Jacques Parizeau et



PIERRE
GRAVELINE

d'un Lucien Bouchard pour venir à bout de l'offensive centralisatrice qui se prépare activement sur les rives du canal Rideau.

La confrontation paraît inévitable entre deux volontés nationales à ce point contradictoires. La polarisation ne peut que s'accroître et les enjeux ne peuvent que se clarifier d'ici la tenue du référendum sur la souveraineté. Qu'on le veuille ou non, chacun devra bientôt choisir son camp.

Par ailleurs, bien qu'ils se prétendent les porteurs d'une supposée tranquille continuité en matière de développement socio-économique, les libéraux de Daniel Johnson sont tout sauf les défenseurs d'un reconfortant statu quo. C'est un virage à droite encore plus prononcé qu'il nous propose aujourd'hui d'entreprendre.

N'en déplaise à tous les Yvon Charbonneau de ce monde, il importe de rappeler que la solidarité sociale ne fait parti ni des valeurs, ni des orientations, ni même des objectifs lointains de l'actuel Parti libéral du Québec. La froide insensibilité que le gouvernement libéral a manifestée à l'endroit des personnes démunies au cours des neuf dernières années en est un témoignage irréfutable.

Quiconque a analysé leur programme ne peut douter que les libéraux interpréteraient leur réélection comme un mandat explicite de poursuivre, au nom d'une obtuse vision de la rigueur budgétaire, le démantèlement des acquis sociaux de la Révolution tranquille et d'accélérer, au nom d'une idéologie défilant les lois du marché, la mise en œuvre de politiques néolibérales.

Celles-ci se traduiraient notamment par un désengagement encore plus massif de l'État de certaines de ses responsabilités — pensions au logement social et à l'éducation populaire — et par une mainmise encore plus grande de l'entreprise privée sur les biens collectifs — pensons à Hydro-Québec et à la Société des alcools. Des réformes essentielles qu'on a déjà trop tardé à réaliser — en éducation, en santé, dans le régime fiscal — seraient renvoyées aux calendes grecques.

A l'inverse, les péquistes professent un attachement réel aux valeurs d'égalité et de solidarité. Ils se sont donnés un programme à coloration social-démocrate. Ils paraissent déterminés à préserver les principales conquêtes sociales issues de la Révolution tranquille et ils mettent de l'avant plusieurs réformes qui pourraient contribuer à sortir la société québécoise de la stagnation qui la caractérise aujourd'hui.

Mais attention aux illusions! Son projet même d'indépendance rend improbable qu'un gouvernement péquiste mette en œuvre des changements qui, bousculant le confort et les privilèges de certains groupes, risqueraient de compromettre leur appui à la souveraineté. Les forces progressistes québécoises, mouvement syndical et mouvement communautaire en tête, devront être d'une vigilance extrême et peser de tout leur poids pour que les péquistes livrent la marchandise promise.

En somme, malgré le caractère suranné de la campagne électorale menée par le Parti québécois et en dépit des doutes qu'on peut entretenir sur la profondeur du changement qu'il nous propose d'entreprendre à compter du 12 septembre prochain, la reconduction au pouvoir du Parti libéral pour un autre mandat de cinq ans est à ce point inquiétante, tant sur le plan de la défense des intérêts du Québec que sur celui de son développement socio-économique, qu'elle paraît aujourd'hui à tous égards inadmissible.

À P R O P O S

... d'une nouvelle culture d'entreprise

Pour aider les travailleurs à faire face à leurs obligations professionnelles et familiales, il faut prendre l'engagement stratégique d'amorcer une transformation en profondeur de la culture du milieu de travail. Ce réaménagement des lieux de travail comporte un changement des mentalités ainsi que des objectifs clairement définis en matière de programme, de préférence liés au plan stratégique de l'organisation.

Parvenir à cet objectif n'est pas une mince tâche. Même

si les recherches montrent qu'il existe des rapports positifs entre les programmes de conciliation des responsabilités professionnelles et familiales et le résultat net, ces données ne convaincront pas les dirigeants qui ne croient pas que l'entreprise doive jouer ce nouveau rôle.

Concilier le travail et la famille — enjeux et options, Comité canadien de l'année internationale de la famille, 1994.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSFAÇON, CHRISTINE HOUE

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

Démocratie bancale au Mexique?

Même si la victoire du PRI reflète les intentions de vote de la grande majorité des Mexicains, on ne peut pas dire que ces élections aient été justes et loyales

Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique a envoyé au Mexique une délégation de neuf personnes pour observer le déroulement des élections qui ont eu lieu le dimanche 21 août. La mission a séjourné une semaine à Mexico et dans l'état du Chiapas, au sud du pays.

EDWARD BROADBENT

Président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Le jour des élections mexicaines, Mary Hannaburg, membre de notre délégation, a pu observer les manœuvres d'un homme qui, pendant toute la journée, a cherché à intimider les électeurs, marquant les bulletins de vote et modifiant les feuilles de comptage officielles. Cela se passait dans une petite localité du Chiapas. Plus tard dans la nuit, le système informatique officiel et les systèmes de comptage électronique indépendants transmettaient les mêmes résultats: une fois de plus, le PRI, sous la direction d'Ernesto Zedillo, remportait la victoire.

Quelle est la situation réelle? Le cas de fraude rapporté par Mary Hannaburg, ou le décompte des votes dans chaque région qui a servi à calculer les résultats à l'échelle nationale? Les deux, fort probablement.

Il est notoire qu'au Mexique, les élections n'ont jamais été loyales, libres ou exemptes de corruption. Quiconque un tant soit peu informé et honnête ne peut croire que le président Salinas ait pu remporter les élections générales de 1988 sans fraude électorale massive. Le soir du scrutin, le système informatique de comptage, dont les chiffres annonçaient à coup sûr une défaite du PRI, tomba brusquement en panne. Malgré l'absence de résultats crédibles, M. Salinas fut ensuite assermenté comme président. Seulement 48 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes. Les Mexicains, qui n'avaient déjà guère d'illusions sur les institutions électorales de ce régime de parti unique d'une longévité unique au monde, devinrent encore plus désabusés.

Le scrutin de dimanche, considéré comme un événement «historique» par bien du monde, constituait un nouveau test. De toute évidence, les électeurs, en se rendant massivement aux urnes (77 %, un record), croyaient bien que cette fois, leur vote allait véritablement compter. J'ai pu mesurer cet enthousiasme et cet optimisme en parlant à des gens dans la rue à Ocosingo, dans l'état du Chiapas, théâtre de violents affrontements entre les zapatistes et l'armée mexicaine en janvier dernier.

Mais au moment même où j'écris ces lignes, on rapporte d'autres cas de fraude électorale dans certaines régions. Certains disent déjà que ce sera suffisant pour annuler le scrutin. Mais c'est à mon avis peu probable.

Idealement, les élections démocratiques doivent être entièrement libres et honnêtes. Mais elles sont rarement à la hauteur de cet idéal, que ce soit dans des démocraties anciennes ou toutes récentes. Prenons l'exemple de la nouvelle Afrique du Sud libre, où la violence préélectorale a fait des milliers de morts. Pour juger de la légitimité d'un scrutin, il est essentiel d'établir si les bulletins de vote déposés dans les urnes et recensés dans chaque bureau de scrutin sont convenablement comptabilisés dans les résultats nationaux.

Sur ce point, les choses semblent réellement satisfaisantes. De multiples groupes de défense des droits de la personne, actifs au Mexique depuis 1988, et notamment dans la révolte du Chiapas, ont contraint le président Salinas à réformer radicalement les institutions et procédures électorales à l'occasion de ces élections.

Grâce à ces groupes, il devenait impossible de manipuler le scrutin sans être repéré: l'utilisation d'urnes en plastique transparent, la présence d'observateurs mexicains et étrangers dans les bureaux de scrutin, le dépouillement et le recensement des votes dans les bureaux de scrutin et le recours aux cartes d'identité, permettaient, pour la première fois, de détecter la moindre fraude à l'échelle locale.

Les analyses effectuées par des systèmes de comptage informatique indépendants à mesure que les résultats entraient ont empêché toute répétition des événements de 1988 à l'échelle nationale. Il semble très probable que les derniers chiffres publiés sur la position des trois principaux partis, également confirmés par des systèmes de comptage électronique indépendants, dé-



Le vainqueur des élections mexicaines, Ernesto Zedillo, en pleine campagne électorale.

meureront les mêmes — et qu'ils reflètent fidèlement les intentions de vote des électeurs au moment de déposer leur bulletin. Voilà qui est tout à fait nouveau dans ce pays.

Il faudrait que des analyses ultérieures des cas de fraude démontrent que ces manipulations ont concrètement influencé l'issue du scrutin pour que l'on puisse remettre en question la légitimité de ces élections.

Mais même si la victoire du PRI reflète fort probablement les intentions de vote de la grande majorité des Mexicains, on ne peut pas dire pour autant que ces élections aient été justes et loyales. Sur ce plan, le Mexique se distingue encore des autres démocraties modernes à plusieurs égards:

■ Le PRI s'est encore comporté, ainsi qu'il l'a toujours fait, comme s'il était l'État lui-même. On a vu à de multiples reprises le gouvernement dépenser de l'argent ou se livrer à de l'intimidation au profit du PRI. Un chauffeur de taxi de San Cristobal m'a dit qu'il aller voter pour le PRI afin de pouvoir conserver son permis. «Si le PRI perd, at-il ajouté, ils vont quitter le pays en emportant tout l'argent de l'État!»

■ Pendant la campagne électorale, les médias, et en particulier la télévision, ont très largement favorisé le PRI, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Des évaluations indépendantes ont fait état d'un parti pris flagrant et souligné le nombre disproportionné de reportages ou d'articles favorables au PRI. Les partis d'opposition, pour leur part, ont eu droit à une couverture médiatique beaucoup plus modeste et souvent défavorable.

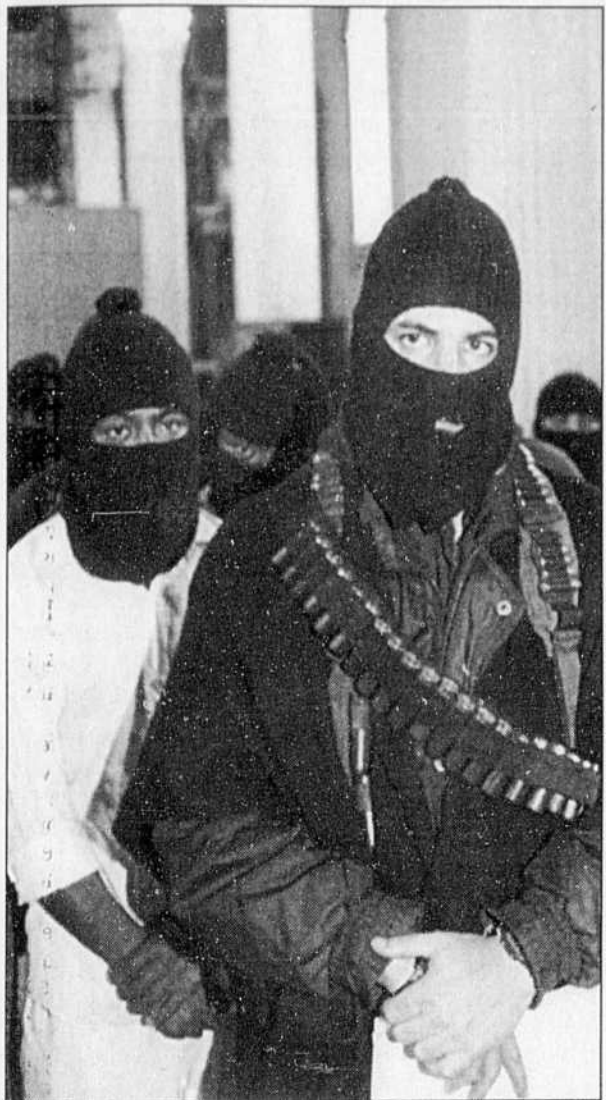
■ En outre, dans un pays qui compte un grand nombre

de milliardaires au sein d'une population dont près de la moitié vit dans la pauvreté, il faudrait à la démocratie mexicaine une législation sévère pour réglementer le financement des partis et limiter les dépenses électorales. En l'absence d'une telle législation, le PRI disposait de ressources disproportionnées par rapport à ses concurrents. De toute évidence, ce parti pouvait dépenser sans compter grâce à l'appui des riches, comme en témoigne le dîner plutôt embarrassant que le président Salinas a offert l'an dernier en invitant 30 des plus puissants hommes d'affaires du pays à verser chacun une contribution de 25 millions de dollars au PRI.

Tous ces facteurs ont injustement avantagé le PRI dans ce scrutin.

La fraude et la violence électorales constituent des violations des droits des citoyens. Il s'agit de pratiques déplorables et très inquiétantes, tout comme les procédés déloyaux que j'ai évoqués ici. Il faudrait absolument enquêter sur les cas de fraude et poursuivre les responsables. Cependant, à moins que l'on puisse prouver que ces irrégularités ont eu d'importantes répercussions sur l'issue du scrutin, il faut accepter les résultats de ces élections tels quels.

C'est maintenant sur le caractère profondément inéquitable et autoritaire de la démocratie mexicaine, et sur sa bien piètre performance en ce qui a trait aux droits de la personne, que les groupes de la nouvelle société civile mexicaine (y compris les zapatistes), doivent mobiliser leurs efforts; après tout, ce sont eux qui, par leur courage et leur détermination, ont généré les réformes qui ont rendu ces élections possibles.



C'est maintenant sur le caractère profondément inéquitable et autoritaire de la démocratie mexicaine que les groupes de la nouvelle société civile mexicaine (y compris les zapatistes) doivent mobiliser leurs efforts.

Le débat passé au crible

Parizeau est celui qui a le mieux tiré son épingle du jeu

DENIS MONIÈRE

Université de Montréal

JEAN H. GUAY

Université de Sherbrooke

Après un débat des chefs, on se limite trop souvent à chercher le gagnant. Or, ce qui compte bien plus, c'est de connaître les motifs qui fondent cette évaluation et les changements de perception que peut susciter un débat. Pour ce faire, il faut utiliser une méthodologie sophistiquée qui permette d'explorer les principales dimensions de l'influence qu'exerce l'exposition à des messages contradictoires. On ne peut se limiter, comme le font habituellement les maisons de sondage, à demander aux répondants si le débat a influencé leur intention de vote car on sait que les gens n'aiment pas admettre que leur opinion est conditionnée par des facteurs externes, comme la télévision, la publicité ou les sondages. (Voir D. M. West, «Air Wars», Washington, Congressional Quarterly, 1993.) Il faut donc adopter l'approche dite du «panel» où l'on compare les réponses données aux mêmes batteries de questions avant et après le débat, auprès du même échantillon.

Méthodologie

Afin d'évaluer les impacts du débat des chefs diffusé le 29 août par Radio-Canada, TVA et Radio-Québec, nous avons donc effectué un sondage en deux vagues auprès des mêmes répondants: le premier avant le débat, du 24 au 29 août, et le deuxième après le débat, les 30 et 31 août et 1^{er} septembre. À partir d'un échantillon de 988 numéros de

téléphone valides, nous avons interrogé les personnes ayant 18 ans et plus, habitant la grande région de Montréal et parlant français. Ce sondage a été mené par la maison Sondagem. Le taux de réponse a été de 58,8%. La marge d'erreur est de 4%, 19 fois sur 20.

Nous avons eu 581 répondants dans la première vague et 196 dans la seconde. Les mêmes personnes ayant répondu aux deux questionnaires, nous pouvons comparer leurs réponses avant et après le débat et évaluer les effets sur un certain nombre de paramètres.

Ces questionnaires étaient conçus pour répondre aux interrogations suivantes: «Qui a écouté le débat?», «Quel a été le niveau d'intérêt pour le débat?», «Qui a gagné le débat?», «Le débat a-t-il produit un gain d'information?», «Le débat a-t-il changé la perception des positions des partis sur les enjeux?», «Le débat a-t-il modifié l'appréciation personnelle des chefs?», «Le débat a-t-il eu un effet sur les intentions de vote?»

Portrait du téléspectateur

Contrairement à ce qu'ont laissé croire beaucoup de commentateurs, le débat de 1994 a été aussi suivi que ceux du passé. La maison Nielsen a établi l'auditoire à 2 027 000 personnes, ce qui est deux fois plus qu'au débat de 1993 mais ce qui correspond à l'auditoire du débat en français de 1988 (2 165 000). 34% des francophones habitant la grande région de Montréal ont dit qu'ils avaient vu le débat. 60% des gens ont écouté le débat jusqu'à la fin et les trois quarts sont restés à l'écoute pendant au moins une heure.

Les gens de 65 ans et plus ont été proportionnellement deux fois plus nombreux à regarder le débat que ceux de 18 à 24 ans. Plus on est scolarisé, plus on a tendance à regarder le débat. L'écoute du débat est aussi fonction du degré d'intérêt qu'on porte à la campagne électorale. Les gens les moins intéressés ne sont pas ceux qui profitent du débat pour s'informer. 60% des gens n'ont pas été déçus par le débat. Enfin, il y avait autant de péquistes que de libéraux dans l'auditoire.

Qui a gagné et pourquoi?

Trente-quatre pour cent ont donné Parizeau gagnant et 24% ont accordé la victoire à Johnson, les autres concluant au match nul. Cette évaluation est conditionnée par la préférence partisane mais pas de façon identique car la performance de Johnson semble avoir plus déçu ses propres partisans que celle de Jacques Parizeau. Les attentes sont également importantes. De ceux qui attendaient une victoire de Daniel Johnson, 45% ont conclu au match nul, 29% lui ont donné la victoire, mais 26% ont couronné son adversaire. Chez ceux qui s'attendaient à une victoire du chef péquiste, 37% ont conclu au match nul, 51% lui ont donné la palme et seulement 12% ont couronné son adversaire. Ceux qui n'avaient aucune affiliation partisane ont aussi favorisé le chef du Parti québécois dans une proportion de deux contre un. Ceux qui ont choisi Johnson ont surtout apprécié la clarté de ses interventions alors que pour le chef péquiste, c'est principa-

lement son comportement qui a le plus joué en sa faveur. Le principal effet du débat est d'avoir modifié l'image de Jacques Parizeau chez ses propres partisans. Ceux-ci n'ont pas changé leur opinion quant à son intelligence et à sa compétence; par contre, il apparaît comme nettement plus sympathique et beaucoup plus convaincant après le débat. Ceux qui parmi ses partisans le jugeaient trop arrogant et agressif ont modifié à son avantage leur jugement après sa prestation télévisée. Daniel Johnson, quant à lui, a surpris ses propres partisans en étant plus agressif que ce qu'on attendait de lui.

Les deux chefs ont amélioré leur score, mais Parizeau qui traînait de l'arrière a devancé Johnson après le débat. Ainsi, lorsqu'on demandait aux répondants d'attribuer une note sur 10 pour évaluer leur performance durant la campagne, le chef libéral se voyait attribuer une note moyenne de 5,2; le chef péquiste récoltait 5 sur la même échelle.

Après le débat, Parizeau obtient la note de 7,5 et Johnson de 7,2.

Parizeau semble aussi avoir été plus convaincant que son adversaire car une plus grande proportion des répondants estime après le débat que le Parti québécois avance des solutions meilleures que celles des libéraux sur les enjeux du déficit, du chômage, du décrochage scolaire, du soutien à la PME et du statut politique du Québec.

Les effets pédagogiques

Un répondant sur cinq a dit que le débat l'avait aidé à faire son choix. Le débat a aussi accru l'intérêt pour

la campagne puisqu'on constate qu'avant le débat il y avait 35% des répondants qui se disaient beaucoup ou assez intéressés, tandis qu'après le débat c'est le cas de 46% des répondants. Si la majorité des répondants estimaient n'avoir pas fait de gains d'informations, il n'en demeure pas moins que plusieurs disent être mieux informés au lendemain du débat sur les problèmes que traverse le Québec (25%), sur les mesures à prendre pour améliorer la situation économique (33%), sur les programmes des partis (35%) et, évidemment, sur la personnalité des chefs (53%).

Les effets sur l'intention de vote

Les débats tenus en scène les chefs et notre analyse montre que Jacques Parizeau est celui qui a le mieux tiré son épingle du jeu, surtout compte tenu des attentes. En améliorant sa propre image, il semble avoir eu un effet d'entraînement sur la popularité du Parti québécois. La performance de Jacques Parizeau a permis au PQ de creuser l'écart qui le séparait du Parti libéral et de porter son niveau de soutien de 50 à 53% chez les francophones de la région de Montréal et de devancer les libéraux par 26 points. Il faut toutefois rappeler que les déplacements enregistrés suite au débat quant à l'intention de vote sont du même ordre que la marge d'erreur. S'il faut être prudent dans l'interprétation des intentions de vote, il n'en demeure pas moins que notre enquête révèle des effets très importants et convergents sur la perception des chefs et l'évaluation des programmes des deux grandes formations politiques.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION journalistique: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Poiré, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information); Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques); Diane Précorat (pages éditoriales); Martin Duclos et Désirée Suresny (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable); Stéphane Baillargeon, Roland-Yves Carignan, Pierre Cayouette (littérature), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable); Robert Dutrisac, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable); François Brousseau (éditorialiste); Antoine Char, Sylviane Tremblay, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Denise Babin, Marie-Claude de Petit (commis); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); La Documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice); Yves Williams (superviseur, avis publics et annonces classées); Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlene Côté, Johanne Guibea, Jean-Yves Guilbert, Sylvie Hanna, Christine Legault, Micheline Ruel-Land, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon, Olivier Zaida (commis); Michèle Bouchard (secrétaire); L'ADMINISTRATION Henry Riéd (contrôleur); Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration); LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice); Johanne Brien (secrétaire); Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne, LUBIQUES Guy-Renaud Kirouac (directeur); LA PRODUCTION Marie-France Turgeon (directrice de la production); Richard Des-Cormiers (responsable du système informatique); Johanne Brunet, Danielle Cantara, Caroline Des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Michael Schneider, Christiane Vaillant, LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Pierre Bourgie (président); LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président); Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

ACTUALITÉS



BOURGAULT

Le roi nègre

On ne parle plus beaucoup du roi nègre aujourd'hui. L'expression est tombée en désuétude depuis que les pays colonisés se sont libérés de la tutelle impériale. Le roi nègre n'en a pas moins survécu aux empires et, néo-colonialisme aidant, il s'est reproduit en taisant le titre dont on l'affublait.

Qu'est-ce qu'un roi nègre? Au temps des colonies africaines, on appelait «roi nègre» le potentat indigène qui, s'étant acquis la faveur du colonisateur grâce à la servilité qu'il lui manifestait, pouvait dès lors prétendre régenter son peuple comme s'il en était le digne représentant. Il édictait les lois favorables à ses maîtres, il faisait régner l'ordre de ses maîtres, il faisait les jobs sales que ses maîtres répugnaient à accomplir et, surtout, il avait pour mission de faire croire à ses commettants que les blancs qui les exploitaient le faisaient dans leur meilleur intérêt et que, sans eux, ils seraient bien incapables de prendre en main leurs affaires et de prospérer convenablement. En retour de quoi, le roi nègre était assuré de pouvoir régner longtemps sur ses sujets et, de temps en temps, on l'exhibait en métropole où on l'applaudissait en le couvrant d'honneurs. Quand il rentrerait chez lui il devait parfois faire face à quelques têtes fortes qui manifestaient quelque velléité d'indépendance. Il se faisait fort de les ramener à la raison en les menaçant des pires catastrophes s'ils se séparaient de leurs maîtres et en leur décrivant les avantages immenses qu'ils tiraient de leur condition de colonisés. Finalement, dans les écoles du roi nègre, financées évidemment par le généreux colonisateur, les petits nègres apprenaient qu'ils avaient des ancêtres gaulois et que le siège de leur gouvernement se trouvait à Paris.

Daniel Johnson est un roi nègre. C'est le *Globe and Mail* d'hier qui, en page éditoriale, le reconnaissait: «En repositionnant le parti, M. Johnson a fait quelque chose de plus important et de plus durable que le voudrait le simple électoralisme: il a ressuscité l'idée du Canada au Québec».

Il a extirpé le parti du fédéralisme conditionnel et stratégique de Robert Bourassa et a affirmé son engagement indéfectible envers le Canada. Le programme libéral est riche de ce qu'il ne contient pas: la liste des droits et des pouvoirs réclamée par le Québec, selon ses exigences traditionnelles.

De plus, poursuit le *Globe and Mail*: «...sa loyauté envers le Canada est sans réserve. Pour lui, il n'y a pas de «maîtres chez nous» ou de «égalité ou indépendance» ou de «souveraineté-association» ou de «fédéralisme rentable» ou de «société distincte». ... Je suis Canadien d'abord et avant tout, affirme M. Johnson».

Si les maîtres applaudissent avec tant d'ardeur, c'est sans doute qu'ils ont reconnu en M. Johnson l'homme tout dévoué leurs intérêts et dont ils reconnaissent les grandes qualités de roi nègre.

Oubliions un instant le *Globe and Mail* et parlons-en entre nous. N'est-il pas vrai que M. Johnson nous prédit l'apocalypse si jamais le Québec devient souverain? N'est-il pas vrai qu'il nous rappelle tous les jours que sans «l'union économique canadienne» nous sommes voués à subir le sort peu enviable des déshérités? Se passe-t-il une semaine sans que M. Johnson nous rappelle les générosités de la métropole, les pensions de vieillesse, l'assurance-chômage, la péréquation qu'elle verse sur nous à même nos contributions? Et oublie-t-il jamais de nous rappeler que la métropole pourrait entrer dans une grande colère si jamais nous nous avisions de prendre toutes nos responsabilités et que lui-même serait impuissant à nous protéger des conséquences désastreuses qui s'ensuivraient? Est-ce que la métropole achèterait toujours notre lait? Est-ce que la métropole nous permettrait de conserver la monnaie canadienne? Est-ce que la métropole accepterait que le Québec soit partie à l'entente de l'ALENA? Est-ce que la métropole ne serait pas tentée de se venger sur nos minorités françaises? Est-ce que la métropole ne serait pas tentée de vendre ses actions de Hydro-Québec? Est-ce que la métropole accepterait le TGV Montréal-Toronto? Est-ce que la métropole accepterait que les sauvages conservent le passeport canadien?

C'est vrai, nous dit M. Johnson, nous ne pouvons pas nous passer de la métropole. De temps en temps, il part à Ottawa, Toronto ou Vancouver où on le couvre de compliments en l'applaudissant bien fort. Le roi nègre est le rempart contre lequel butent les aspirations les plus légitimes et les élans les plus créateurs. Le roi nègre est la dernière ligne de défense du régime: il tient son peuple tranquille en lui faisant miroiter les vertus du colonialisme et les bienfaits de la conquête. Il fustige son ingratitude envers ses maîtres et lui démontre son incapacité à se gouverner.

Il ne croit pas s'abaisser en lui rappelant qu'il est né pour un petit pain et en le menaçant des pires désordres s'il s'abandonne à son rêve. Le roi nègre ne veut rien de plus que ce qu'il a: son royaume est petit mais il est le roi. Du moins le pensait-il jusqu'à aujourd'hui.

C'est qu'aujourd'hui voyez-vous, plus il est applaudi en métropole et plus son peuple semble décidé à changer de roi.

La menace ne suffit plus et les faveurs de la métropole ont pris l'allure de pots-de-vin. Les enfants, dans les écoles, sortent de leur poche un billet de banque en se riant de la drôle de reine qu'ils échangent contre un joint de pot.

Daniel Johnson est un roi nègre et le peuple n'en veut plus.

Je sais bien qu'on ne dit plus les choses de cette façon et que ça fait vieux jeu d'appeler les personnes par leur vrai nom. Je ne le fais que pour rappeler à tous que dans ce pays où l'euphémisme triomphe il est des mots irremplaçables dont certaines personnes méritent d'être affublées.

Nos ancêtres les Gaulois n'en ont pas trouvé de meilleurs.

ÉTAT Un clivage net entre francophones et anglophones

SUITE DE LA PAGE 1

exploiter largement pendant la campagne électorale. Les libéraux de Daniel Johnson ont brandi la menace d'un Etat «endetteur» et «interventionniste», les péquistes de Jacques Parizeau ont descendu aux enfers les neuf ans de «politiques néo-libérales» du PLQ.

Les électeurs sont nettement divisés, révèle ce nouveau sondage. Le quart d'entre eux juge le gouvernement trop présent. Mais plus de 37% croient au contraire que l'Etat doit intervenir davantage. Par contre, le tiers de l'électorat estime que l'appareil étatique intervient «juste assez» et n'en souhaite pas davantage.

A chapitre, le sondage illustre clairement le fait que francophones et anglophones ne partagent la même vision du rôle de l'Etat, les premiers s'affirmant nettement plus social-démocrates, et les seconds, plus néo-libéraux.

Le clivage est net: 44% des anglophones jugent l'Etat trop omniprésent, contre seulement 24% des francophones. Quatre électeurs francophones sur dix veulent que le gouvernement joue un rôle plus important, comparativement à seulement 21% des électeurs de langue anglaise.

Malheureusement pour les chefs politiques, leurs discours sur le gel des taxes et la réduction du déficit ne passent pas très bien la barre dans l'électorat. Plus de 53% des répondants croient impossible de réduire le déficit sans que leurs impôts s'en ressentent et que les services publics soient affectés. Il reste tout de même 41% des Québécois prêts à croire les politiciens qui promettent que le déficit peut être éliminé sans effets sur les services et les taxes.

Mais si le gouvernement doit sabrer pour assainir les finances publiques, les Québécois ont fait leur nid: ils s'accommoderaient plus volontiers de réduction de services (39%) que d'une hausse de taxes et d'impôts (22%). Par contre, cette solution plaît moins aux anglophones qui favorisent d'abord une hausse d'impôts (31%) à des

compressions dans les services (29%).

Privatisations

Les résultats du sondage mettent encore davantage en relief le sentiment partagé qui habite l'électorat face aux responsabilités que doit assumer l'Etat, notamment dans l'actuel secteur parapublic. Interrogés sur la privatisation, les Québécois sont tantôt chauds tantôt tièdes à l'idée de céder au privé la gestion de certaines grandes sociétés d'Etat.

Près de six Québécois sur dix (58%) seraient d'accord avec la privatisation de la Société des alcools du Québec, mais la moitié (51%) d'entre eux s'opposeraient à la vente d'Hydro-Québec. Par ailleurs, les deux tiers de l'électorat donneraient leur bénédiction à la vente de la Régie des installations olympiques (RIO).

Par contre, au moins 46% des Québécois seraient «plutôt d'accord» pour que Radio-Québec soit vendu au secteur privé. Curieusement, les francophones (47%), plus que les anglophones (36%), sont favorables à l'idée de déléster «L'autre télévision» au secteur privé! Or, quand il est question de se départir de la gestion de certaines autoroutes, les Québécois s'y opposent vertement (57%). Et cette fois, tant les anglophones que les francophones semblent aussi attachés à ce que leur macadam demeure propriété de l'Etat.

Si l'opinion publique sur le rôle de l'Etat est divisée, une majorité indéniable d'électeurs (58%) est toutefois convaincue que les politiciens sont «plutôt impuissants» face aux problèmes qui assaillent notre société. Somme toute, on ne s'illusionne pas trop sur le pouvoir de l'un ou l'autre des chefs de régler les maux de cette fin de siècle.

Reste que dans ce climat général de désillusion et de méfiance face au pouvoir politique, les anglophones restent beaucoup plus confiants envers leurs dirigeants. Ils sont deux fois plus nombreux (53%) que les francophones à considérer que les hommes politiques ont encore le pouvoir de changer des choses.

PLQ La campagne n'aura eu que très peu d'influence

SUITE DE LA PAGE 1

décis. La marge d'erreur est de plus moins 3,1%, 19 fois sur 20.

Réalisée du 30 août au 4 septembre auprès de 1011 répondants, pour une participation de 62,9%, cette enquête d'opinion publique fait la preuve que la campagne n'aura finalement eu que très peu d'influence sur le comportement de l'élection. A la levée de rideau, tous les sondages convenaient du même écart de dix points que l'on retrouve aujourd'hui à quelques jours de l'urne. Un écart qui s'est resserré vers la mi-campagne, laissant croire un instant que les libéraux étaient en train de remonter le courant. Mais le suspense n'aura duré tout au plus que deux semaines.

C'est surtout chez les électeurs francophones, que l'on a observé les variations les plus marquées. Au départ, l'avance du PQ y était de 29 points avant d'effectuer une brève plongée sous la barre des 20 points. En rétablissant l'écart à 26 points, les données de ce nouveau sondage mettent en relief la solidité relative de l'appui des francophones au parti de Jacques Parizeau. 56,5% de leurs intentions de vote vont au Parti québécois et 30,7% au Parti libéral. En contrepartie, le PLQ peut compter sur le vote de 84,8% des anglophones et 78,2% des allophones.

La montée de l'Action démocratique constitue en quelque sorte la surprise de ce sondage. Pas un seul anglophone n'a exprimé le désir de voter en faveur du parti de Mario Dumont, qui recueille par ailleurs 9,9% des intentions de vote des francophones. C'est dans l'Est de l'île de Montréal, avec 10,3% des voix, qu'il enregistre le meilleur score, là où le PLQ a perdu deux points. Il est particulièrement populaire chez les électeurs âgés de 25

à 34 ans (11,9%) et chez les 55-64 ans (11,3%). Il peut être également intéressant de souligner qu'il est mieux apprécié des femmes que des hommes.

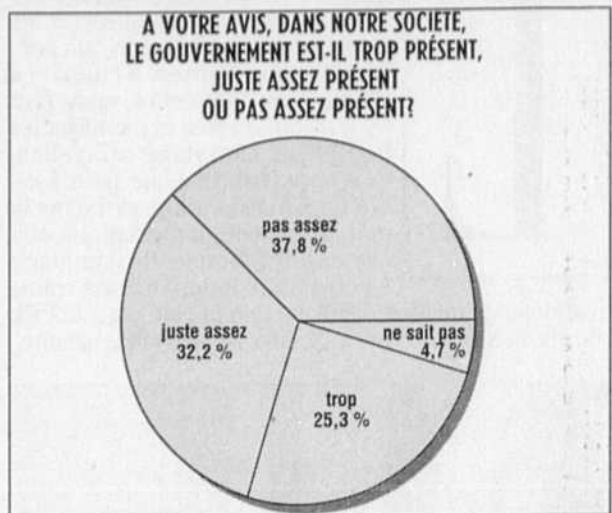
L'on constate que l'augmentation des appuis de l'Action démocratique s'est essentiellement faite aux dépens des libéraux. Vice-président de Sondagem, M. Jean Noisieux rappelle cependant que dans le passé les tiers partis ont toujours mieux paru dans les sondages qu'à l'urne. Ce phénomène s'est manifesté à l'occasion d'élections fédérales, alors que le NPD a atteint des sommets dans les intentions de votes, pour finalement s'écrouler le jour du scrutin. M. Noisieux présume que l'Action démocratique connaîtra le même sort et que les appuis qu'il perdra retourneront alors en bloc au PLQ.

Dans un deuxième temps, les sondeurs ont vérifié la solidité des intentions de vote. Or, 24% des répondants ont avoué qu'ils pourraient encore changer d'idée. Ce sont majoritairement des partisans de l'Action démocratique (42,3%), des péquistes (20,9%) et des libéraux (19,2%). En début de campagne, plus de 50% des personnes interrogées s'étaient identifiées au bloc du vote fragile. Aujourd'hui, non seulement les choix sont plus définitifs, mais il y a de moins en moins de gens qui doutent des résultats du scrutin. 62,9% des Québécois, dont un une bonne part de libéraux, sont convaincus que c'est le PQ qui remportera les élections.

Tout porte à croire que les événements de cette campagne n'ont pas vraiment influencé le comportement électoral. Ainsi, le débat télévisé des deux chefs n'aura modifié l'intention de vote que de quatre pour cent des électeurs. D'ailleurs, 48,3% contre 46,1% sont d'avis que ce débat n'était pas essentiel au bon déroulement de la campagne. 61% contre 34% disent l'avoir regardé à la télévision. 26,3% estiment que c'est Jacques Parizeau qui en

Méthodologie

Ce sondage sur les attitudes des Québécois au cours de la campagne électorale a été réalisé exclusivement pour le réseau TVA, *Le Devoir* et le *Globe and Mail*. Pour cette étude, SONDAGEM Inc a complété 1011 entrevues téléphoniques auprès d'un échantillon représentatif de la population du Québec. L'échantillon comprenant cinq strates (trois pour la région de Montréal, une pour la région de Québec et une pour le reste de la province) a été généré par ordinateur, une technique qui permet de rejoindre les abonnés dont le numéro de téléphone est confidentiel. A partir de 1607 numéros de téléphone valides, 1011 entrevues ont été complétées, permettant d'obtenir un taux de réponse de 62,9%. Aucune substitution de ménages ou de personnes n'était autorisée dans ce sondage. Toutes les entrevues ont été réalisées en centre téléphonique à partir de Montréal au cours de la période s'étendant du 30 août au 4 septembre. En retenant un seuil de confiance de 95%, on estime la marge d'erreur maximale d'un tel sondage à 3,1% dans 19 cas sur 20.



sortit vainqueur, alors que 21,3% accordent la palme à Daniel Johnson.

Par la ventilation de ces données, on obtient des précisions étonnantes. Voici comment les téléspectateurs ont évalué la performance des deux chefs au cours de ce débat. M. Johnson est apparu plus sympathique à 36% contre 34%; le plus agressif (51 contre 25%); le plus compétent (32 contre 27%); le plus intelligent (27 contre 25%); le plus honnête (27 contre 20%); le plus clair (35 contre 27%).

Par contre, Jacques Parizeau est celui qui a davantage donné l'impression d'incarner le changement (59 contre 16%); le plus arrogant (40 contre 34%); le plus convainquant (34 contre 31%).

Mis à part le débat, auquel des deux chefs les Québécois font-ils le plus confiance? 31% à Jacques Parizeau et 28% à Daniel Johnson pour remettre l'économie sur pied; 39% à M. Parizeau et 28% à M. Johnson, pour régler la question constitutionnelle; 29% à M. Parizeau et 29% à M. Johnson pour négocier avec les autochtones; 33% à M. Parizeau et 28% à M. Johnson, pour rétablir la confiance des citoyens envers leur gouvernement; 26% à M. Johnson et 21% à M. Parizeau, pour réduire à zéro le déficit gouvernemental.

Enfin, les Québécois portent un jugement plutôt sévère sur le déroulement de la campagne qui se termine. 58% la trouvent assez longue et 28% trop longue; 55% contre 21% sont d'avis qu'on n'y a pas traité des vrais problèmes; 79% contre 19% concluent qu'elle ne leur a pas aidé à faire leur choix.

Demain, Le Devoir publiera une autre tranche de conclusions de l'enquête réalisée par Sondagem, celle-là portant sur l'avenir des relations entre le Québec et le Canada anglais.

CAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

Elle a été estimée en juin à 5,66 milliards d'êtres humains. Le Caire a été placé sous haute surveillance pour prévenir d'éventuels attentats du Gama'a al-Islamiya, groupe islamiste égyptien qui a menacé les participants à la conférence. Des milliers de policiers étaient alignés sur les axes conduisant au centre de conférence.

Quatre Etats musulmans (Irak, Soudan, Liban et Arabie saoudite) boycottent la réunion, mais l'Iran et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ont estimé que les musulmans devaient y participer afin d'exprimer leur point de vue.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a lancé les débats en promettant aux chrétiens et aux musulmans conservateurs que l'on respecterait leurs principes mais qu'ils devaient eux aussi faire preuve de modération. «Je sais parfaitement que l'application de telles politiques peut, dans certains cas, entrer en conflit avec des attitudes et des traditions. C'est pourquoi je tiens à insister sur le principe de tolérance», a-t-il dit aux délégués.

«Cette tolérance doit se manifester de la manière la plus forte possible, car elle ne doit pas déboucher sur des compromis frileux, des demi-mesures, des solutions vagues ou, pire encore, des déclarations qui nous entraînent à la complaisance».

«J'invite chacun de vous à être tolérant et respectueux des sensibilités qui peuvent s'exprimer», a-t-il poursuivi.

Nafis Sadik, secrétaire général de la conférence et directrice du Fonds de l'ONU pour la population, a estimé qu'un accord sur le programme d'action était possible.

«On peut parvenir à un accord sans empiéter sur la souveraineté nationale des Etats parce que chaque nation abordera les thèmes de la conférence en fonction de ses propres lois et usages», a-t-elle déclaré. Elle a ensuite exhorté les délégués à approuver les points du document concernant les avortements sauvages et la santé des femmes pendant la maternité. Pour le premier ministre du Pakistan, Benazir Bhutto, les propositions de l'ONU pour maîtriser la démographie comportent de «sérieuses lacunes».

Certains passages du projet de programme d'action de l'ONU heurtent les valeurs religieuses, a ajouté Mme Bhutto, seule femme dirigeant un pays musulman présente à la Conférence. Elle se faisait ainsi l'écho des critiques formulées à la fois par le Vatican et les musulmans conservateurs, qui ont accusé la Conférence de vouloir instaurer le droit à l'avortement.